

## Sommaire

LA CRISE POLITIQUE .....	1
▶ Les premiers pas du nouveau président.....	1
▶ Les résultats officiels des législatives, la présidence de l'assemblée nationale .....	3
▶ La bataille pour la désignation du premier ministre, l'avis de la HCC .....	4
▶ Recomposition politique, opposition .....	12
▶ Diplomatie, coopération.....	14
▶ Divers.....	15
DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE .....	19
▶ Pauvreté, atteinte des OMD.....	19
▶ Santé publique.....	20
▶ Gouvernance, insécurité, forces armées, justice, réconciliation, prisons .....	21
▶ Droits des femmes et des enfants, esclavage moderne .....	24
ECONOMIE – SOCIAL - ENVIRONNEMENT .....	25
▶ Ressources minières .....	25
▶ Filière bois de rose.....	25
▶ Environnement .....	27
▶ Bailleurs de fonds .....	27
▶ Divers.....	29

## LA CRISE POLITIQUE

### ▶ Les premiers pas du nouveau président

**01/02 - Hery Rajaonarimampianina : « Le gouvernement doit refléter la réconciliation nationale ».** De retour du sommet de l'UA à Addis-Abeba, le président a démenti la rumeur insistante selon laquelle il avait rencontré Marc Ravalomanana. Au sujet de la désignation du premier ministre et la composition du gouvernement, il a souligné que « *le gouvernement doit refléter la réconciliation nationale* ». Et d'ajouter que « *la réconciliation nationale embrasse plusieurs domaines notamment politique, social et économique* », faisant remarquer au passage l'importance qu'il attache à une décentralisation effective. Hery Rajaonarimampianina a indiqué qu'il attendra les résultats officiels des législatives pour se prononcer sur la question de la désignation du premier ministre. Malgré une probable domination du Mapar à la Chambre basse, il continue de croire qu'il dispose d'une marge de manœuvre pour ouvrir son gouvernement aux autres forces politiques dans un souci d'apaisement, note *La Gazette*. La question du retour de Marc Ravalomanana mérite encore réflexion, a-t-il admis, bien que ce sujet aille de pair avec la nécessité de l'apaisement et de la réconciliation. Le rapatriement de l'ancien président ne ferait pas partie pour l'instant de ses priorités. « *Comme je l'ai toujours dit, ma priorité sont les vingt millions de Malgaches* », a-t-il réitéré. Après l'accueil enthousiaste que le sommet de l'UA a réservé au nouveau président, la mouvance Ravalomanana ne se trouve plus en position de force pour exiger le retour d'exil de son leader.

**La présidence Rajaonarimampianina exposée à un coup d'État, s'alarme L'Express.** Une étude de l'analyste politique américain Jay Ulfeder, publiée par le *Washington Post*, indique qu'il y a une chance sur quatre qu'un putsch se produise en 2014 dans la Grande île. Cette étude est basée sur divers paramètres, dont le système politique, les années d'indépendance, l'existence ou non d'une élite dominante et le legs postcolonial. Elle porte sur 40 pays dont 28 pays africains. Madagascar se trouve en 2ème position, derrière

la Guinée en matière de risque. Pour *L'Express* le contexte actuel n'est effectivement guère rassurant. La tension entre le Mapar d'Andry Rajoelina et le parti présidentiel HVM augmente considérablement le risque d'un nouveau conflit politique dans un avenir proche. « *Les proches de Hery Rajaonarimampianina jouent avec le feu en déclarant une guerre précoce aux pro-Rajoelina, alors que le processus de sortie de crise est encore fragile et que le nouveau régime est trop récent* », estime Serge Zafimahova, observateur politique. Mais le danger potentiel pour le pouvoir n'est pas d'ordre politique mais plutôt socio-économique. Le prochain gouvernement aura besoin d'une année au moins pour pouvoir conclure les procédures de collaboration avec les grands bailleurs de fonds. A titre d'exemple, l'évaluation du dossier malgache par le FMI ne prendrait pas moins de six mois. Si déblocage de fonds il y a, ce ne serait donc pas avant 2015. De plus, il ne faut pas sous-estimer les risques que comporterait une dévaluation de l'Ariary, plus que probable selon les experts du Fonds. Serge Zafimahova craint qu'une telle éventualité débouche sur des émeutes de la faim. Une situation qui pourrait profiter aux opposants au régime de Hery Rajaonarimampianina.

**03/02 – Retour sur la découverte d'une cinquantaine de carcasses de tracteurs au palais présidentiel d'Iavoloha lors de l'état des lieux commandé par le nouveau président.** *La Gazette* explique qu'il s'agit du reliquat des 410 tracteurs importés de l'Inde sous la présidence Ravalomanana. Ce dernier voulait à l'époque favoriser l'avènement d'une « *révolution verte* », et misait sur une mécanisation de l'agriculture. L'acquisition de ces équipements avait défrayé la chronique, en raison notamment de l'identité des personnalités impliquées, dont le ministre de l'agriculture de l'époque, Panja Ramanoelina, et le jeune opérateur économique Ny Rado Rafalimanana, DG d'Axius, candidat exclu de la course à la présidentielle, qui avait joué le rôle d'intermédiaire. L'achat a fait couler beaucoup d'encre car des sommes énormes, qui auraient dû être reversées à l'Etat malgache, ne l'ont jamais été. Une partie des 410 tracteurs a été cédée aux régions ou à des sociétés d'Etat agricoles. Une autre a été revendue au secteur privé. Au total, 200 engins auraient fait l'objet de transactions irrégulières et n'ont pas été retrouvés. Dans l'affaire, celui qui fut ministre de l'agriculture en 2011-2012, Vyvato Rakotovoao, leader pro-Ravalomanana, rallié à la Transition, a été convoqué par le Bianco. La transaction n'aurait pas été réalisée selon les règles et des soupçons de détournement ont plané. Vyvato Rakotovoao fut, entre-temps, nommé membre du CST et bénéficia de l'immunité parlementaire.

**07/02 - Andry Rajoelina fort mécontent du manque de reconnaissance de son successeur, selon *La LOI*.** A diverses reprises, le président sortant a reproché à Hery Rajaonarimampianina de ne pas avoir reconnu en public que c'était grâce à son soutien qu'il avait été élu à la présidence. Cette brouille entre les deux hommes s'est notamment ressentie lors de la passation de pouvoir. Sur le fond, le président sortant se voit comme un recours possible à Hery Rajaonarimampianina en cas d'échec de sa présidence. Dans ses contacts privés avec ses amis étrangers, il n'hésite pas à se présenter comme le futur président de Madagascar.

**Les évêques catholiques furieux contre Norbert Lala Ratsirahonana.** En tant que président du comité préparatoire de l'investiture du nouveau président, le conseiller spécial du président sortant s'est attiré les foudres des évêques qui n'ont pas pu assister à la cérémonie à cause du choix de la date, rapporte *La LOI*. Depuis plus d'un mois, ils avaient prévu de se rendre le même jour à Antsiranana pour assister à l'intronisation du nouvel archevêque. L'archevêque d'Antananarivo, Odon Marie Arsène Razanakolona, qui, d'après *La LOI*, avait soutenu Hery Rajaonarimampianina, a fait part de sa mauvaise humeur. Finalement, seul le nonce apostolique, Eugène Martin Nugent, s'est rendu à l'investiture. Pour rattraper le coup, le nouveau président a effectué son premier déplacement à Antsiranana le 26 janvier pour assister à la première messe donnée par le nouvel archevêque.

**10/02 - Pour l'éditorialiste de *Tribune*, « il faut « sauver le soldat Ra-Hery ». Dans ce jeu d'échecs grandeur nature vers la primature, le temps joue contre le président Rajaonarimampianina.** Les réseaux pro-Rajoelina se reforment, s'activent, se financent. Le capital-confiance généré par les premiers jours du président est en train de s'effriter et il perd du terrain. Entouré d'aventuriers et d'opportunistes, faisant preuve d'une prudence excessive, ses actes n'ont toujours pas suivi pour démontrer que la page de la Transition est tournée. S'il continue sur cette pente glissante, estime-t-il, il va se retrouver impuissant à contempler l'arrivée à la primature d'un homme du Mapar, voire du président de l'ex-Transition. Ne risque-t-il pas d'être contraint à composer avec ceux qui ont démontré leur capacité de nuisance ? Le président Rajaonarimampianina a oublié que la Constitution de la IVème République fait de la maîtrise de l'assemblée nationale une condition de l'effectivité de son pouvoir. Il risque de devenir l'otage du Mapar.

**12/02 - « Hery Rajaonarimampianina : entouré d'expatriés », titre *La Gazette*.** « *Depuis le début de la campagne présidentielle, le nouveau chef de l'Etat s'est entouré d'expatriés et de binationaux afin de l'aider à conquérir le monde* », écrit le quotidien. Ses deux « *parrains* » de la présidentielle, Jules Etienne et Roger Kolo, ont été mis à forte contribution. S'il avait les coudées franches, le président de la République aurait choisi son premier ministre parmi ces deux métis binationaux qui ont manifesté leur ambition pour la prima-

ture depuis septembre 2013. Roger Kolo essaierait actuellement de s'attirer les bonnes grâces du leader du Mapar. Les deux autres conseillers « importés » sont Henri Rabary-Njaka, avocat au barreau de Paris, et Patrick Rajoelina. Si le premier vise le poste de secrétaire général de la présidence, le second rêve de devenir ministre des affaires étrangères. Cette équipe d'expatriés bénéficierait des conseils du Français Philippe Leclerc, ex-conseiller du président de la Transition, qui a préféré prendre ses distances pour se rapprocher de l'ex-grand argentier.

## ► Les résultats officiels des législatives, la présidence de l'assemblée nationale

**07/02 - Proclamation des résultats officiels des législatives (151 sièges à pourvoir) : 49 sièges reviennent au Mapar d'Andry Rajoelina, 20 à la mouvance Ravalomanana, 44 aux indépendants et 34 aux autres formations politiques** : le Malagasy Miara-Miainga (MMM) de Hajo Andrianainarivelo, arrivé troisième au second tour de la présidentielle, MTS, MDM, Parti Vert... Les indépendants, qui talonnent numériquement le Mapar, seront, à n'en pas douter, fortement convoités dans la nouvelle assemblée. Pour *L'Express*, beaucoup d'entre eux vont se découvrir un « père adoptif », moyennant intéressement. La loi du plus offrant déterminera comme d'habitude le camp dans lequel trouvera place un indépendant. Pour *La Gazette*, le mouvement d'Andry Rajoelina a bel et bien été plébiscité par les électeurs. Le résultat constitue un cinglant désaveu de la communauté internationale. Celle-ci n'est donc pas fondée à poursuivre ses exigences en exigeant que soit mises à l'écart du futur gouvernement les personnalités qui ont été associées au régime de Transition. La session spéciale de la chambre basse qui doit se tenir le 18 février devrait permettre de connaître le nouveau rapport de forces politique.

**Des fraudes massives, des irrégularités et des transgressions du code électoral ont conduit la CES à annuler le scrutin dans 4 circonscriptions périphériques.** Des législatives partielles seront donc organisées le 30 mai dans ces districts, après la saison des pluies et clôture de la révision annuelle de la liste électorale. Les financements existent car le Programme d'appui au cycle électoral malgache (Pacem) a prévu les financements jusqu'aux communales. Les opérations de vote ont également été annulées pour omission de formalités substantielles et pour absence de documents électoraux dans 68 bureaux de vote. Au total, 609 requêtes ont été traitées par la CES. Parmi elles, celles déposées par des électeurs tendant à la disqualification de la liste Mapar au niveau national, ou de l'annulation totale des voix obtenues par cette liste sur l'ensemble du territoire. Deux candidats ont été disqualifiés.

**19/02 - Christine Razanamahasoa, ancienne ministre de la justice et proche de l'ex-président de Transition élue présidente de l'assemblée nationale par 77 voix contre 69 pour la Plateforme pour la majorité présidentielle (PMP).** Victoire pour le Mapar d'Andry Rajoelina et aussi revers pour Hery Rajaonarimampianina. Un vent de panique a semblé souffler sur la PMP, qui paraissait certaine de sa majorité, après une réunion de ses membres qui avait compté 77 participants. « *Des députés ont trahi la mouvance présidentielle* », a réagi Jean-Max Rakotomamonjy, candidat malheureux au perchoir. Pour le coordonnateur du Mapar, Jean de Dieu Maharante, Hery Rajaonarimampianina doit travailler avec sa famille politique d'origine : « *On lui tend la main. Il lui appartient de nous recevoir et de tracer les règles du jeu d'une nouvelle collaboration. On ne lui force pas la main, mais s'il est démocrate, il doit constater que la majorité est de notre côté. Une majorité qui veut collaborer avec lui, mais dans des conditions objectives et idoines* ». De l'autre côté, la mouvance Ravalomanana avait rejoint la coalition de soutien au président de la République. Elle rechigne pour l'instant à se ranger dans l'opposition. « *La question à laquelle il faut répondre, c'est : opposition par rapport à quoi ? Par rapport au régime, par rapport à la personne ou par rapport au programme du gouvernement ? Donc attendons la suite et vous saurez la position exacte de la mouvance* » explique Me Hanitra Razafimanantsoa. La mouvance attendra la nomination du premier ministre avant de se positionner. Le rapport de forces au sein de la nouvelle assemblée fait craindre la survenue d'une nouvelle crise institutionnelle, estime la présidente du parti Vert, qui participe à cette coalition PMP dont la cohésion n'est pas acquise, contrairement au Mapar. Dans l'histoire de Madagascar, c'est la première fois qu'une femme est à la tête de la chambre basse.

Pour *Le Courrier*, l'élection de Christine Razanamahasoa et l'avis rendu par la HCC concernant la nomination du premier ministre est considérée par les pro-Rajoelina comme la revanche attendue de ceux qui ont mené la « *révolution orange* » de 2009, dont l'ambition avait été contrariée par la communauté internationale. Mais le Mapar est attendu au tournant notamment sur la formation du gouvernement qui sera précédée de la nomination du premier ministre. La HCC recommande en effet que le choix du chef du gouvernement soit décidé de concert avec le président de la République. La communauté internationale, quant à elle, continue de faire peser la menace de la non-reprise des aides si la nouvelle équipe gouvernementale ne répond pas à ses exigences d'ouverture et de crédibilité. Pour *Tananews*, « *Andry Rajoelina est plus puissant que jamais sur la scène politique et a réussi à dompter le chef de l'État. (...) A travers les députés Mapar, l'ancien président de la Transition est bien parti pour renforcer sa présence virtuelle au sein du gouvernement* ».

**L'argent a certainement encore coulé à flots pendant la première session spéciale de l'assemblée nationale, écrit *l'Express*.** Des députés « *indépendants* » auraient été surpris à réaliser des tractions financières dans les coulisses. Des pratiques qui se perpétuent, malgré le renouvellement des membres de l'assemblée, déplore le quotidien, qui note malgré tout que bon nombre de nouveaux députés ont affiché une image plus flatteuse que celle de leurs prédécesseurs, non élus, du Congrès de la Transition.

**20/02 - Débats houleux pour l'élection du bureau permanent de l'assemblée nationale.** La courte victoire de Christine Razanamahasoa au perchoir a été remise en cause par les élus de l'opposition et un débat confus et stérile a retardé l'élection des membres du bureau permanent et la formation des différentes commissions. Il a été arrêté que les vice-présidents représentant les six ex-provinces seront au nombre de six. Le Mapar et le groupe parlementaire qui réunit 26 députés indépendants ont raflé tous les sièges. Le 7<sup>ème</sup> poste créé était réservé à l'opposition et attribué à l'ex-province d'Antananarivo. Les questeurs de l'AN seront au nombre de deux. En 2002, l'assemblée ne comptait que trois vice-présidents. Une inflation dénoncée par certains commentateurs qui y voient la persistance de comportements tant décriés durant la Transition. Chaque parlementaire disposera en outre d'un 4x4, a tenu à rassurer Christine Razanamahasoa.

*L'Express* déplore qu'il soit toujours rigoureusement impossible d'obtenir des informations sur les avantages dont jouissent les parlementaires. La directrice des affaires financières (DAF) de l'assemblée nationale justifie ce mutisme par des considérations liées à l'éthique professionnelle. « *Je suis la seule à disposer de ces chiffres. Quoi que vous fassiez, vous ne les aurez jamais. Il est encore difficile à Madagascar d'étaler la vérité sur ce genre de dossiers* », avoue-t-elle. Députés et anciens députés observent le même mutisme. Ernest Razafindraibe, président du KMF-CNOE, condamne cette attitude : « les gens payent des impôts qui servent ensuite à allouer les salaires de nos administrateurs publics. Par respect du principe de redevabilité sociale, il faut que la gestion des finances publiques soit faite de manière transparente », estime-t-il. L'opinion publique attend plus de transparence de la part des élus, bien souvent suspectés d'enrichissement soudain.

**26/02 - Le Mapar prend la tête de 17 des 27 commissions de l'assemblée nationale et son allié le GPS 9 autres. Une seule commission reviendra donc à l'opposition,** lorsque le contour de celle-ci sera défini. Durant la période transitoire, le nombre de commissions avait atteint le nombre record de 34.

**Les députés de la Plateforme PMP réclament la dissolution du bureau permanent.** Ils ont boudé la séance d'élection des commissions pour dénoncer « *le caractère illégal* » des élections organisées pour mettre en place le bureau. Ils font savoir qu'ils ne reconnaissent pas la présidente de l'assemblée, Christine Razanamahasoa, le bureau permanent et les commissions. Ils réclament la dissolution du bureau permanent. Une requête en ce sens a été déposée auprès du conseil d'Etat. La question est de savoir pourquoi la majorité présidentielle ne réagit qu'une semaine après une élection à laquelle elle a participé activement, écrit *Midi*.

### ► La bataille pour la désignation du premier ministre, l'avis de la HCC

**01/02 - Le difficile choix du premier ministre.** La *LOI* rappelle que Hery Rajaonarimampianina va devoir attendre la proclamation officielle des résultats des législatives puis la réunion de l'assemblée nationale avant de choisir son premier ministre. Divers réseaux d'influence l'assaillent pour tenter de lui forcer la main. Il y a tout d'abord Andry Rajoelina avec lequel ses relations se sont fortement détériorées et dont le parti - le Mapar - disposerait d'un tiers des députés. L'ancien président de la Transition et ses partisans voudraient imposer à la primature l'ancienne ministre de la justice, Christine Razanamahasoa, d'origine Betsileo, ou le secrétaire général sortant de la présidence, Haja Resampa; ou encore le leader du Mapar, Jean de Dieu Maharante. Mais Hery Rajaonarimampianina serait contraint de les récuser s'il veut marquer sa différence avec le précédent régime. L'ancien maire de la capitale, l'homme d'affaires Edgard Razafindravahy, manœuvrerait pour se positionner comme candidat de conciliation. Pour tenter de garder la main, Hery Rajaonarimampianina serait tenté de maintenir à son poste l'actuel premier ministre, Jean Omer Beriziky. Une tradition non écrite veut que le premier ministre soit côtier quand le président est Merina. Du coup, Roland Ratsiraka, qui a rallié Hery Rajaonarimampianina au second tour, pourrait convenir. Mais son parti n'a obtenu qu'un unique siège, son poids au parlement sera très faible. D'autres personnalités côtières sont sur les rangs, tel Pierrot Botozaza, natif de Sainte Marie et actuel vice-premier ministre. Proche de Marc Ravalomanana, il a déjà rencontré Andry Rajoelina et le nouveau président, il a même sollicité l'appui de l'archevêque d'Antananarivo, Odon Razanakolona, et de l'ex-président Zafy Albert. L'ancien ministre de l'économie, Richard Fienena, est également côtier. Cet élu député était le directeur de campagne d'Hajo Andrianainarivelo au premier tour de la présidentielle. C'est un franc-maçon formé en agro-industrie à Moscou, ancien d'HEC Paris et membre du CA de Telma. Un militaire s'intéresse aussi à la primature : le général de gendarmerie Didier Gérard Paza. Franc-maçon et proche d'Hajo Andrianainarivelo, il a surtout le soutien de Solofo Rasoarahona, le nouveau secrétaire général de la présidence. Enfin, Hajo Andrianainarivelo lui-même, bien que *Merina*, négocie ce poste de premier ministre. Mais le président peut tout aussi bien jeter son dévolu sur un outsider, tel le prince du Menabe, Georges Kamamy, gendre du professeur Zafy Albert.

**03/02 - Les divergences de vues sur la procédure de désignation du premier ministre suscitent l'inquiétude.** Le Mapar persiste à affirmer qu'il détient l'exclusivité du droit de présentation du candidat du fait qu'il arriverait en tête des sièges de députés, tandis que les indépendants et la mouvance Ravalomanana l'attribuent au groupe parlementaire majoritaire. Sahondra Rabenarivo du SeFaFi évoque la nécessité d'une majorité absolue et de ce fait, la désignation du premier ministre par un groupe parlementaire, étant donné qu'aucun parti ne remplit le quota nécessaire. « *L'interprétation de la HCC sera déterminante quant à la légitimité et la stabilité du prochain gouvernement* », écrit *Tananews*. Une question se pose : pourquoi la HCC n'a-t-elle toujours pas tranché ce flou juridique ? « *Parce que personne ne l'a saisie. Tout le monde attend les résultats définitifs de ces législatives pour faire valoir son interprétation* », répond Annie Rakotoniaina, juriste du SeFaFi.

**07/02 - Conforté par la victoire du Mapar aux législatives (49 sièges sur 151), son président et magistrat, conseiller d'Andry Rajoelina, Jean De Dieu Maharante, réitère que c'est à sa formation de désigner le premier ministre.** La Constitution, martèle le nouveau député, ne spécifie nullement qu'il faut nécessairement qu'un groupe détienne la majorité absolue pour procéder à cette désignation. Il attend néanmoins l'avis de la HCC, que certains auraient déjà consulté.

Les observateurs estiment que la présence d'Andry Rajoelina à la célébration de la journée sanglante du 7 février 2009, organisée au lendemain de la proclamation des résultats officiels des législatives, constitue pour le Mapar une excellente opportunité pour rappeler au nouveau pouvoir qu'il est en position clé pour imposer le nom du futur premier ministre.

**08/02 - Le Mapar et Andry Rajoelina en conclave pour déterminer l'identité du futur premier ministre. En face, d'autres entités s'organisent pour tenter de constituer une majorité.** Au-delà de la question de la désignation du premier ministre, le Mapar devait également se concerter sur la manière d'obtenir une majorité absolue au sein de l'assemblée nationale. Des élus indépendants auraient été conviés à la rencontre et appelés à se rallier. Le Mapar avance la conquête de 74 sièges. Outre les 48 élus sous ses propres couleurs, il aurait acquis à sa cause 26 autres élus, majoritairement indépendants. Le rapprochement amorcé entre la mouvance Ravalomanana et le HVM n'aurait pas abouti, si l'on en croit le porte-parole de la mouvance. Un groupe parlementaire composé entre autres de la mouvance Ravalomanana, du « *Malagasy miara miaina* » (VPM-MMM) de Hajo Andrianainarivelo, ou encore du parti Vert et d'une frange des indépendants, serait en passe de tenter également de dégager une majorité.

**11/02 – Pour Midi, la communauté internationale sera très attentive à la personnalité du futur premier ministre.** La coopération bilatérale et multilatérale ne saurait reprendre avec certaines des personnalités influentes du régime de Transition, estime le quotidien. Le nom d'Andry Rajoelina figurerait en tête de cette « *liste noire* » qui comprendrait Haja André Resampa (ancien secrétaire général de la présidence), Christine Razanamahasoa (ancienne ministre de la justice et députée élue), Johanita Ndahimananjara (ancienne ministre de la santé et députée élue), Reboza Julien (vice-premier ministre en charge de l'aménagement du territoire). Parmi les critères de choix énumérés, la communauté internationale ne serait pas indifférente au respect de l'équilibre régional. On parle également de l'équilibre religieux : le futur PM devrait être une personnalité issue d'une religion autre que celle du président de la République (de religion protestante). Le futur chef du gouvernement devra également être un technicien confirmé, capable aussi de maîtriser les questions politiques. *La Gazette* s'étonne que l'on puisse encore faire état d'une supposée liste noire qui mettrait sur la touche les 109 personnalités sanctionnées par la communauté internationale alors que Hery Rajaonarimampianina jouit d'un préjugé très favorable dans toutes les instances internationales...

**Pour L'Express, le profil du futur premier ministre n'est pas aussi important qu'on le suppose dans le cadre des négociations avec les bailleurs de fonds.** « *Les bailleurs de fonds vérifient la crédibilité de l'ensemble de l'équipe gouvernementale, mais non pas l'identité de son chef. Ses ministres sont-ils crédibles dans la gestion du pays, ou sont-ils des gens assoiffés de pouvoir qui agissent uniquement pour servir leurs intérêts personnels ?* », estime Zazah Ramandimbarison, ancien consultant de la Banque mondiale. Serge Zafimahova, observateur de la vie politique nationale, est du même avis. Pour lui, la nomination du chef de gouvernement repose sur une base juridique et non politique. La communauté internationale se contentera de s'assurer que les dispositions de la Constitution sont respectées. La désignation d'Andry Rajoelina ou de Christine Razanamahasoa pourraient néanmoins soulever des difficultés. Pour *Ma-TV*, le critère principal sera la capacité du nouveau titulaire à rétablir l'Etat de droit, à « *donner un coup de pied dans la fourmilière* », à « *appliquer des mesures qui ne sont pas forcément populaires* », à mettre un terme au pillage des caisses de l'Etat. Le site émet le souhait que le Bianco et le Samifin s'invitent dans ce débat parlementaire et exigent de tous une déclaration de patrimoine, publiée dans la presse.

**12/02 - « C'est le président qui nomme le premier ministre. Je le ferai en tenant compte de l'intérêt de la Nation », affirme une nouvelle fois Hery Rajaonarimampianina, qui semble déterminé à ne pas accepter de se faire forcer la main par le Mapar d'Andry Rajoelina.** Pour *L'Express*, « *l'identité du futur locataire de*

*Mahazoarivo déterminera la concrétisation ou non de la politique d'ouverture et de réconciliation prônée par le président Rajaonarimampianina. Ceci conditionnera également la suite de son mandat, notamment vis à vis des bailleurs internationaux. (...) Remettre en cause le favori de Mapar risque, toutefois, de signer la rupture entre sa famille politique et lui. Une situation qui pourrait ne pas lui être défavorable, mais pas sans risque ».*

**13/02 - Le président du CST saisit la HCC pour l'interprétation de l'article 54 de la Constitution, afin de lever le risque d'une crise institutionnelle.** Une prérogative à sa mesure, étant donné qu'il jouit encore du titre de chef d'institution. La décision de la Cour pourrait redéfinir les conditions des alliances au sein de la Chambre basse. La différence de point de vue sur la lecture de l'article 54 alimente le débat jusque chez les constitutionnalistes. Certains soutiennent la thèse de la majorité absolue en vertu de « *la stabilité* ». Des membres du Comité consultatif constitutionnel (CCC) qui ont élaboré la loi fondamentale instituant la IV<sup>ème</sup> République expliquent cependant que « *la Constitution a vocation de mettre en place un régime semi-parlementaire* ». En ce sens, il appartiendrait à la formation politique majoritaire, qu'elle soit relative ou absolue, de présenter le premier ministre. Mais « *l'avis des anciens membres du Comité consultatif diverge sur la lecture de cette disposition* », affirme une source avisée. Une différence d'avis qu'un ancien membre explique par la disparité des doctrines sur lesquelles chacun base son argumentation.

**14/02 - Jean De Dieu Maharante sur la désignation du premier ministre : « Rendez à Andry Rajoelina ce qui appartient à Andry Rajoelina ».** Le coordinateur général du groupement déclare que non seulement la désignation du premier ministre revient à sa formation, mais que son fondateur, Andry Rajoelina, a toute légitimité pour revendiquer le poste. « *Il n'y a rien de plus normal pour nous que de choisir notre fondateur pour le poste de futur PM. C'est grâce à lui que nous avons remporté les élections. C'est grâce à lui que le nouveau président est arrivé à sa place. Comme qui dirait rendez à César ce qui est à César, nous dirons plutôt : rendez à Andry Rajoelina ce qui est à Andry Rajoelina ! Au nom de la lutte de 2009, soyons reconnaissants de ses efforts. Il le mérite et il a les compétences pour le poste de futur PM. C'est notre souhait à l'unanimité, nous tous, membres du Mapar* » a-t-il précisé.

**Menace de crise institutionnelle.** Pour *La Gazette*, si les tractations en cours entre le HVM et le Mapar n'aboutissent pas à un accord sur la désignation du premier ministre, les élus du Mapar pourraient être tentés d'engager une procédure de destitution du président de la République pour refus d'application de l'article 54 de la Constitution stipulant que « *le président de la République nomme le premier ministre, présenté par le parti majoritaire à l'assemblée nationale* ». Si la motion de destitution aboutissait, en l'absence d'un premier ministre issu du parti politique majoritaire et en l'absence du sénat prévue par la Constitution de la IV<sup>ème</sup> République, il appartiendrait au nouveau président de l'assemblée nationale d'assurer l'intérim à la tête de l'Etat en attendant de nouvelle élection. Et comme Christine Razanamahasoa est en bonne position pour accéder au perchoir, le pouvoir reviendrait aux mains du Mapar. A défaut d'aboutir à l'empêchement, le Mapar et ses alliés pourraient se placer dans l'opposition et menacer le gouvernement d'une motion de censure. Un scénario qui, pour le quotidien, pourrait plonger le pays dans une nouvelle crise institutionnelle.

**14/02 - Deux exclus par la CES de la liste des candidats à la présidentielle, qui avaient ensuite décidé d'y présenter comme candidat de substitution, Hery Rajaonarimampianina, briguent la primature.** Kolo Roger et Roland Jules Etienne ont multiplié, chacun de leur côté, les discussions avec des responsables politiques dans l'espoir de forger une alliance parlementaire majoritaire susceptible de les présenter à la primature lors de la première séance de la nouvelle assemblée nationale. Jules Etienne a mis en place un staff composé entre autres de la conseillère en communication du candidat Robinson lors du second tour de la présidentielle et de Mamy Ratovomalala, ancien ministre des mines, qui était directeur de campagne de Camille Vital au premier tour avant de soutenir Jean-Louis Robinson au second. Leur objectif : convaincre une majorité de députés de soutenir Hery Rajaonarimampianina ainsi que la candidature de Jules Etienne au poste de premier ministre. Des rencontres en ce sens ont eu lieu notamment avec Hajo Andrianainarive-lo, candidat malchanceux à la présidentielle qui dispose d'une quinzaine de députés. Aucun accord ne serait encore intervenu. Médecin ayant longtemps vécu en France, Jules Etienne est un cousin du défunt premier ministre Francisque Ravony. Il est revenu à Antananarivo l'an dernier pour se présenter au scrutin présidentiel.

**17/02 - Les formations soutenant le président de la République tentent de se rassembler pour former une majorité à l'assemblée nationale.** Une contre-offensive en gestation pour faire barrage aux prétentions des pro-Rajoelina qui entendent imposer leur candidat au poste de premier ministre et au « *perchoir* ». La mouvance Ravalomanana reste pour l'instant en marge de ces tractations. Roland Ravatomanga, chef de délégation, déclare : « *nous sommes prêts à former cette majorité présidentielle pour soutenir le programme du président* », à condition que la Mapar en soit exclu. La concrétisation d'une « *plateforme majoritaire* » derrière le président de la République resterait suspendue à l'avis de la HCC sur l'article 54 de la Constitution, relatif à la nomination du premier ministre. Dans le cas où la HCC abonderait pour une majorité relative,

il se pourrait que certaines entités décident de créer leur propre groupe et de renoncer à la grande coalition envisagée qui assurerait la stabilité du pouvoir présidentiel et rassurerait les bailleurs de fonds.

**18/02 - La HCC a tranché : le premier ministre sera présenté par le Mapar.** La présentation du premier ministre revient au parti ou groupe de partis légalement constitué lors du dépôt des candidatures et ayant obtenu le plus grand nombre de députés aux élections législatives, a statué la HCC suite à la demande d'interprétation de l'article 54 de la Constitution. La HCC précise « *qu'aucune disposition de la Constitution ne fait référence à une qualification de majorité quelconque, relative ou absolue, et que de telles qualifications de majorité sont réservées à la procédure législative et sont requises pour le fonctionnement de l'assemblée nationale* ». Par ailleurs, la Cour a argumenté que la Constitution, dans son article 72 précise que « *durant son mandat, le député ne peut, sous peine de déchéance, changer de groupe politique pour adhérer à un nouveau groupe autre que celui au nom duquel il s'est fait élire* ». La lecture combinée des articles 54 et 72 fait ressortir que la notion de majorité pour la présentation du premier ministre ne saurait résulter d'une coalition post-électorale mais plutôt d'un constat issu des résultats définitifs proclamés par la CES et faisant ressortir le parti ou le groupe de partis légalement constitués ayant déposé une liste unique et commune lors du dépôt des candidatures et ayant obtenu le plus grand nombre de députés élus. D'après ces textes, la présentation du premier ministre reviendrait donc à la plateforme politique formée par le Mapar d'Andry Rajoelina, qui a obtenu le plus grand nombre de députés mais *Midi* note que cet avis n'a pas force exécutoire. La HCC tempère aussi son avis en soulignant que compte tenu de « *l'importance de la mission d'intérêt général confiée à l'exécutif dualiste* » et « *surtout dans le contexte actuel* », « *le choix du premier ministre [devrait être arrêté] de concert entre le parti ou le groupe de partis légalement constitué et majoritaire à l'assemblée nationale, et le président de la République investi de la légitimité démocratique par le biais de l'élection au suffrage universel* ».

« **Voici donc le chef de l'État, sous le joug du Mapar** », écrit *L'Express*. « *Tous ceux qui auraient aimé voir le nouveau président de la République rompre avec le passé, et s'entendre avec d'autres formations politiques, en sont pour leurs frais. (...) Les partisans de Hery Rajaonarimampianina ont beau soutenir que le président a le dernier mot parce que c'est lui qui dispose du pouvoir de nomination, le chef de l'État ne peut que se soumettre à la volonté du Mapar* ». Pour *Tribune*, « **le Mapar sort donc gagnant de la cacophonie qui règne depuis la proclamation officielle des résultats des législatives** – cacophonie encouragée par le mutisme des autorités compétentes et susceptibles de trancher la question. (...) Espérons que le Mapar et le président de la République nous épargneront un autre débat et une longue attente toujours nuisible car la misère nous submerge ». *Midi met en garde* : « **Faute d'entente entre le président de la République et Andry Rajoelina sur la nomination du futur PM, la dissolution de l'assemblée nationale n'est pas à exclure.** (...) Il est fort probable que la plate-forme Mapar présente au poste du premier ministre une personnalité qui ne conviendra pas à la gouvernance prônée par le nouveau président de la République, qui serait tenu de prendre en considération plusieurs paramètres dont les conditions de la communauté internationale. (...) L'absence d'entente entre le président Hery Rajaonarimampianina et le chef de file du Mapar, Andry Rajoelina, (...) favoriserait une crise institutionnelle. Face à cet éventuel blocage, le président de la République n'aurait d'autre choix que de recourir à l'article 60 de la Constitution qui lui confère le pouvoir de dissoudre l'assemblée nationale après information du premier ministre et après consultation des présidents des assemblées ».

**20/02 - Le chef de l'État recherche un premier ministre qui applique loyalement la politique générale de l'État qu'il a définie.** Celui qu'il nommera sera « *une personne à même de conduire* » sa politique, dont les principaux points sont la réconciliation et le développement basé sur l'économie. « *Cette personne devrait avoir l'expérience requise pour ces objectifs et la volonté pour les atteindre* », allusion à peine déguisée à Andry Rajoelina, qu'il a rencontré récemment mais qui ne correspond visiblement pas au profil. Le Mapar voit dans ces déclarations la volonté du chef de l'État de garder la main sur la désignation du premier ministre. Le président affirme que le rapport de force actuel à la chambre basse, qui n'est guère en sa faveur, ne l'influencera pas dans son choix. Il se défend également de toute pression internationale. « *Nommer [le premier ministre] veut dire signer un décret. Tant que le président ne signe pas, le premier ministre n'est pas nommé* », soutient la juriste Sahondra Rabenarivo. À défaut de consensus, « *un veto présidentiel* » serait ainsi la dernière carte à jouer pour Hery Rajaonarimampianina. Le Mapar aurait renoncé à proposer Andry Rajoelina comme premier ministre et proposerait Haja André Resampa.

**21/02 - « Le règne du Mapar fait planer de gros risques politiques », écrit Tribune.** Après avoir raflé la presque totalité des sièges du bureau permanent de l'assemblée nationale, la plateforme pro-Rajoelina entend imposer le nom de son premier ministre au président de la République, sans avoir encore dévoilé l'identité de celui qui a été choisi. Le bureau national du Mapar a arrêté la proposition, qui sera remise à Hery Rajaonarimampianina après avoir été signée par les 49 députés du groupe. Selon certains juristes, le récent avis de la HCC laisse penser que le président de la République ne pourra pas émettre d'objection à la proposition qui lui sera faite. Le bureau national du Mapar a aussi esquissé la structure du gouvernement, qui sera présentée au président, conformément à la Constitution qui stipule que les membres du gouverne-

ment sont proposés par le premier ministre. Hery Rajaonarimampianina se trouve visiblement pieds et poings liés aux exigences du Mapar. L'ouverture qu'il a déclarée a ouvert un boulevard à des soutiens et des alliances ou rapprochements déroutants qui l'ont fragilisé, estime le site. Le paysage politique à l'assemblée nationale n'augure aucun équilibre clair et logique. Les uns craignent une dictature de la majorité parlementaire tandis que d'autres voient déjà une paralysie de l'exécutif. La situation pourrait évoluer vers l'empêchement du président de la République ou bien encore vers la dissolution de l'assemblée avant la session ordinaire du mois de mai. Des perspectives qui ne sont guère encourageantes, tant pour la population que pour les investisseurs et la communauté internationale.

**Apparition remarquée, au sein du Mapar, de Cécile Manoroahanta, ancienne ministre de la défense de Marc Ravalomanana.** Elle ferait partie du bureau national en tant que vice-président en charge de la province d'Antsiranana. Pour les observateurs, cette apparition pourrait ne pas être anodine. Ayant également été vice-premier ministre en charge de l'intérieur durant la première partie de la Transition et un moment pressentie à la primature, Cécile Manoroahanta semble avoir le profil pour le poste. De plus, ayant été une des collaboratrices de Marc Ravalomanana, elle pourrait, sur le plan politique, faire consensus. Ce qui conviendrait également à la communauté internationale. Comme à l'assemblée nationale, il n'est pas à écarter de voir, pour la première fois, une femme à Mahazoarivo, étant donné que le Mapar cherche à marquer l'histoire.

**22/02 - Andry Rajoelina, qui ne cache pas son amertume, renonce à briguer le poste de premier ministre, bien qu'il ait été, dit-il, « choisi pour occuper ce poste après réunion du bureau national du parti Mapar ».** Très remonté, il explique devant la presse et quelques 200 de ses partisans que la situation ne lui convient pas : « *Celui que vous avez soutenu hier, vous prend comme ennemi ou adversaire. Aujourd'hui, vous n'arrivez pas à comprendre. C'est pour cette raison que je ne veux pas briguer le poste de premier ministre. Parce qu'Andry Rajoelina travaille dans l'honnêteté, et surtout, comme je le dis toujours, c'est l'amour de la patrie qui prime avant tout* ». Puis il ajoute, d'un ton ferme, sous forme d'avertissement : « *N'oubliez pas que la Justice divine existe. Le succès qui aveugle ne dure jamais* ». Il écarte aussi l'idée de former un gouvernement avec l'opposition, un gouvernement d'ouverture souhaité par la communauté internationale et le nouveau président. L'ancien président de la Transition estime que la voie que suit le régime n'est « *pas très claire* ». « *C'est le Mapar qui est en train d'être écarté, trahi. Est-ce la nouvelle politique ? Le Mapar ne va pas chercher le poste d'opposant mais ce sont les autres qui vont s'opposer à lui* », poursuit-il. « *Il y a beaucoup de déception, le peuple est déçu* », rappelant que sa plateforme « *est majoritaire à l'assemblée, et est la source de l'accession de Hery Rajaonarimampianina à la présidence* ». « **Je laisse le bureau national du Mapar libre de choisir celui qu'il souhaite présenter en tant que premier ministre** » annonce Andry Rajoelina, avant de confirmer avoir rencontré Hery Rajaonarimampianina : « *On a discuté de l'avenir du pays. Je vous recontacterai m'a-t-il dit. Il ne l'a jamais fait* », déplore-t-il. Il dénonce le rapprochement du nouvel élu avec la mouvance Ravalomanana. « *C'est quoi cette nouvelle majorité présidentielle* » s'exclame-t-il, faisant référence au souhait du HVM de Hery Rajaonarimampianina de créer une majorité présidentielle. Pour *L'Express*, l'équipe de Hery Rajaonarimampianina paye chère ses tergiversations et se trouve dans une position délicate. La tension est encore loin d'être apaisée entre le Mapar et le HVM et le bras de fer se poursuit. Pour *Midi*, après avoir joué la carte de la discrétion depuis quelque temps, Andry Rajoelina a décidé de sortir de son silence pour déclarer la guerre à son ancien ministre de finances et du budget. Bon nombre d'observateurs estiment que le Mapar pourrait lancer une procédure d'empêchement à l'encontre du nouvel élu. Andry Rajoelina rappelle qu'il est opposé à toute ingérence étrangère dans la formation du gouvernement : « *Madagascar est un Etat souverain. Comment peut-on dicter de l'extérieur les personnalités qui dirigeront le pays ? On ne peut pas s'agenouiller sur les desideratas des partenaires ou de la communauté internationale. C'est inacceptable* ».

**Selon RFI, des personnalités du Mapar plus « présentables » seraient en bonne position pour occuper le poste de premier ministre.** Parmi les noms qui circulent figurent celui de Haja Resampa, ancien secrétaire général de la présidence, récemment démis de ses fonctions par le nouveau président, et celui du patron du Mapar, Jean de Dieu Maharante.

Pour le journaliste Alain Itoniaina, sur son blog, outre la situation socio-politique difficile, l'éventuel combat contre le chef de l'Etat risque d'affaiblir Andry Rajoelina, d'où la nécessité de porter le choix d'un premier ministre proposé par le Mapar sur un autre candidat, afin mener **une mission de surveillance du président de la République**, alors que la majorité au parlement lui est acquise. Son renoncement lui permet en même temps **d'éviter un autre front avec la communauté internationale** qui ne verrait pas d'un bon œil le retour rapide de l'homme fort de la Transition aux affaires. Mais l'escalade entre les deux anciens compagnons de route de la Transition présente un danger : le risque d'un point de non-retour en raison des surenchères et de l'arrogance des uns et des autres, faute d'entente. **On commence à parler de dissolution de l'assemblée nationale, de lancement d'une procédure d'empêchement du nouveau président...** et du

risque d'une entorse à la Constitution, par le maintien pour une durée plus longue que prévue du gouvernement de Transition pour vaquer aux affaires courantes.

**Pour *La Gazette*, selon toute vraisemblance, la proposition du Mapar de nommer Andry Rajoelina au poste de premier ministre a été repoussée par Hery Rajaonarimampianina et ses proches.** « *Si le torchon ne brûle pas encore entre les deux leaders, on peut dire qu'un froid s'est installé entre eux* », écrit le quotidien. Les élections devaient mettre un point final à la crise mais il n'en est rien : une autre crise autrement plus aigüe semble se profiler à l'horizon. « *Seconde surprise : le conflit qui s'ouvre n'oppose plus les adversaires d'hier mais les partenaires d'aujourd'hui* ». La population est consternée de la tournure prise par les événements. La réconciliation tant espérée devra encore attendre. « *Décidément, le début de la IV<sup>ème</sup> République est cahoteux, laborieux. Comme une ventouse, le régime transitoire s'accroche, semble ne pas vouloir rien céder... Depuis l'avènement de Hery Rajaonarimampianina, la transition paraît refuser de quitter le terrain, de s'éclipser. (...) Le Mapar ne rêve que d'écourter le mandat de Hery Rajaonarimampianina. Tandis que ce celui-ci aspire à faire de la résistance et, à terme, reconquérir l'opinion : il pense avoir le temps, tout son temps, devant lui. Néanmoins, il est sur un siège éjectable : un empêchement n'est pas à exclure. Une épée de Damoclès le menace. En disséquant le discours d'Andry Rajoelina, force est de reconnaître qu'on ne peut pas encore dire que la sortie de crise est en vue. Les observateurs avisés savent bien qu'une haute personnalité, malgré les apparences, est à l'origine du blocage* ». [Allusion à Norbert Lala Ratsirahonana, le « *faiseur de rois* », ex-conseiller spécial du président de la Transition, qui aurait mis son savoir et son expérience au service de Hery Rajaonarimampianina, selon le quotidien]

**L'Express redoute que le sort de Hery Rajaonarimampianina soit déjà scellé.** Son éditorialiste écrit : « *À en juger par le réquisitoire d'Andry Rajoelina à l'encontre du nouveau président, il y a fort à parier que ce dernier n'ira pas jusqu'au bout de son mandat. Sa mort semble avoir déjà été annoncée sur ordonnance au cours de ce Maparricide (...). Vu la virulence des propos de l'ancien président de la Transition - qui avait pourtant juré de ne pas être le jockey du président mais qui finalement ne supporte pas que son poulain fasse cavalier seul - on voit mal comment il pourrait tenir cinq ans dans cette ambiance sans risquer sa peau. (...) Le président semble être coincé dans un cul-de-sac et n'a pas beaucoup d'alternatives pour s'en sortir. Soit il se soumet aux quatre volontés de Rajoelina et du Mapar et dit adieu à ses projets et à ses promesses de changement, de même qu'à la manne des bailleurs de fonds, soit il prend les devants et dissout l'assemblée nationale avant que celle-ci l'empêche dès l'ouverture de la session ordinaire. (...) La crise prend ainsi une dimension encore plus grave. Les acquis démocratiques de l'élection risquent d'être anéantis par ce bras de fer qui met le pays en péril. Si le parlement destitue le président, (...) qui va le remplacer ? On risque de revenir à la Transition sous la pression des forces armées qu'on pousserait à prendre le pouvoir avant de le redonner à.... En tout cas Rajoelina tient une superbe revanche face à la communauté internationale qui lui a fait des misères et qui se trouve aujourd'hui au pied du mur* ».

**Les soutiens du président de la République concoctent une nouvelle stratégie pour contrecarrer l'hégémonie du Mapar à l'assemblée nationale (la plateforme a trusté les postes de président, vice-présidents et questeurs). Ils pourraient présenter un premier ministre.** Le nom de Jules Etienne Roland Raharivony, ancien candidat à la présidentielle, est toujours évoqué pour le poste. « *Jules Etienne Roland a d'ailleurs l'appui de la communauté internationale comme la France, les Etats-Unis, le Vatican, la Chine, la SADC* », soutient l'un de ses proches cité par *La Nation*. Les tractations s'accroissent pour que le président puisse disposer d'une large majorité parlementaire ouvrant la possibilité de lui présenter un candidat susceptible de mettre en œuvre sa politique. Quelques 86 députés seraient sur le point d'adhérer à la Plateforme pour une majorité présidentielle (PMP), parmi lesquels les membres de la mouvance Ravalomanana, du MMM, du MDM, Du parti Vert et des « *indépendants* ». Me Hanitra Razafimanantsoa de la mouvance Ravalomanana insiste sur le fait que Hery Rajaonarimampianina est en mesure de refuser la proposition du Mapar. Elle souligne que l'adoption d'une autre voie est légitime quand il s'agit de défendre l'intérêt de la Nation.

**Le premier ministre Jean Omer Beriziky adresse une requête à la HCC lui demandant de clarifier les fonctions du président de la République, ainsi que celles du futur premier ministre car « les ambiguïtés au niveau de ces hautes fonctions au sein de la République pourraient obstruer l'administration publique »** souligne-t-il, faisant notamment allusion aux difficultés qu'il a rencontrées lui-même dans l'exercice de ses fonctions sous le régime de Transition.

**La HCC a rendu son avis le 25 février : prééminence du président de la République sur le premier ministre.** « *Les compétences déterminées par la Constitution du 11 décembre 2010 établissent une prééminence du président de la République, revêtu de la légitimité démocratique issue du suffrage universel direct, sur le premier ministre, créant ainsi un rapport de subordination du premier ministre, chef du gouvernement au président de la République, chef de l'Etat* ».

**25/02 - Haja Resampa, ancien secrétaire général de la présidence de la Transition présenté comme premier ministre au président de la République par le Mapar.** La présidence avait précisé peu avant cette désignation qu'il ne pouvait s'agir que d'une proposition. Seul un décret présidentiel pourrait entériner ce choix. Selon le constitutionnaliste Jean-Éric Rakotoarisoa, le président de la République a effectivement le droit de refuser le nom avancé car l'avis de la HCC relative à la nomination du premier ministre n'a pas caractère de décision ou d'arrêt. Le juriste précise en outre que le Mapar aurait dû suivre l'avis de la HCC et faire sa proposition en concertation avec le président de la République.

**Un des critères de sélection retenus pour ce choix est que « Haja André Resampa a déjà travaillé de longue date avec Hery Rajaonarimampianina, ils se connaissent »** déclare Maharante Jean de Dieu, coordonnateur de Mapar, qui loue « la compétence et l'expérience » du candidat proposé. Les observateurs s'interrogent sur la viabilité du tandem Rajaonarimampianina-Resampa, ce dernier ayant été écarté du SG de la présidence dès la prise de fonction du nouvel élu.

**La Nation ne tarit pas d'éloges sur la capacité d'Haja Resampa à remplir la fonction.** Le quotidien écrit notamment : « Haja Resampa a réussi à susciter dans son entourage un aura d'efficacité qui n'a pas échappé aux décideurs de l'alliance des militants TGV et de la plateforme Mapar. (...) Ce jeune novice en politique finira par acquérir au fil des ans assez de connaissances pratiques pour mériter l'estime des membres du gouvernement et des hommes des institutions. Son plus grand succès a été d'avoir réussi à servir de courroie de transmission entre les pouvoirs publics et la population de tous les horizons de l'île. (...) La plateforme Mapar, en choisissant ce S.G.P très actif et fort coopératif, table surtout sur les bonnes relations existantes entre ce candidat à la primature et l'ancien ministre des finances et du budget. (...) Il sera la personne qu'il faut pour accompagner le président de la République en toute loyauté, afin de sortir Madagascar du sous-développement et de la pauvreté par le développement équilibré et harmonieux, tout en méritant la confiance des bailleurs de fonds et toute la communauté internationale ».

**Pour L'Express, « choisir une figure qui a été de toutes les années transitoires déroge à la « rupture » avec la Transition qu'a notamment souhaitée Catherine Ashton,** haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de défense. Le fait que Haja Resampa ait fait partie des 109 personnalités de la Transition sanctionnées par l'UA pourrait ne pas plaider en sa faveur auprès des instances internationales, malgré le fait que les sanctions ont été levées ». Le quotidien écrit encore : « **Le Mapar semble vouloir une revanche en proposant Haja Resampa au poste de premier ministre. Les partisans de Rajoelina savent pertinemment que le président ne peut pas l'accepter. Il ne peut pas limoger quelqu'un puis le nommer à un poste encore plus important que celui qu'il a quitté au risque de se couvrir de ridicule aux yeux de l'opinion. Visiblement, c'est l'objectif visé pour pouvoir enclencher les procédures de destitution, d'empêchement ou de déchéance du président. (...) Désormais, Rajoelina et Rajaonarimampianina jouent une partie de jeux d'échecs, où chaque coup peut être fatal. Le pion le plus important pour le moment semble être la HCC. Obsolète depuis 2010 (expiration de son mandat), la HCC avec en tout six membres est loin d'être un allié de poids pour le président comme ce fut le cas dans les précédents régimes que ce soit avec Ratsiraka, Zafy ou Ravalomanana. On se demande si l'avis d'une juridiction« périmée » peut encore être pris en compte...À l'allure où va la bataille, la HCC peut encore jouer des tours au président qui a eu tort de ne pas avoir tout de suite procéder à son renouvellement. La Constitution ne donne aucun délai au président pour nommer le premier ministre. Il peut donc attendre jusqu'à la fin de son mandat pour trouver la personne idoine sans pouvoir être accusé de violer la loi fondamentale »**

**Tribune<sup>1</sup> voit lui aussi dans ce choix l'annonce d'un nouveau bras de fer entre Andry Rajoelina et le président.** Hery Rajaonarimampianina va-t-il persévérer dans la création d'un groupement qui surclasserait numériquement les 69 membres du Mapar et lui permettrait de désigner un premier ministre relevant de sa coalition ? Ce scénario serait celui de la rupture avec l'ombrageux leader de la Transition. Sur le plan institutionnel, cela risque également d'amener vers une crise de régime, et encourager le Mapar à « motiver » quelques députés supplémentaires en vue d'aboutir à une procédure d'empêchement. Dans le second scénario, Hery Rajaonarimampianina accepterait la proposition du Mapar, et nommerait Haja Resampa. En ce faisant, il baisserait momentanément la tension politique avec le Mapar et bénéficierait d'un temps d'accalmie et de stabilité. Pour Tribune, « ce second scénario serait celui de la catastrophe. Déjà, pour Madagascar, la proximité de M. Resampa avec Andry Rajoelina est loin d'être rassurante, dans la mesure où il serait difficile de penser que la suite des événements ne soit pas une perpétuation des travers de la Transition. (...) La reconnaissance internationale qui était si dynamique après l'investiture, risque de ne pas être suivie rapidement et de façon conséquente d'actions sonnantes et trébuchantes. (...) En outre, la longue proximité entre MM. Resampa et Rajoelina génère des suspicions sur la conception de M. Resampa sur les principes de démocratie ou de bonne gouvernance. (...) Chacun des deux scénarii présente donc des risques d'embrasement, avec un durcissement du bras de fer entre Mapar et le président dans un cas, et la

<sup>1</sup> Cf. Blog Justmad – <http://p2.storage.canalblog.com/26/93/448497/94103053.pdf>

continuation des pratiques éhontées de la Transition, dans l'autre, ce qui nuirait à la crédibilité du chef de l'Etat ».

**Pour La Nation, on assiste à la première phase d'une opération de reconquête rampante du pouvoir par Andry Rajoelina.** En accusant le nouveau chef d'Etat de « trahison » et en le prenant, lui et le Mapar pour adversaires, l'ancien chef de la Transition serait en train d'amorcer une manœuvre enveloppante. La colère d'Andry Rajoelina qui a frappé les observateurs n'aurait eu pour but que de visser l'influence de « tous ceux qui ont mis beaucoup d'argent pour faire gagner Hery » et qui veulent retrouver leur mise; donc s'il faut en le discréditant et à provoquant son départ.

**Pour Tananews, les « super-diplômes ne font ni l'efficacité, ni la sagesse et l'intégrité ». Haja Resampa : « un lourd passé, un avenir douteux ».** En plus d'être considéré comme le symbole de l'échec de la Transition, « Haja Resampa embarque un passé des moins recommandables, des détournements de fonds aux décisions arbitraires ». Le site prédit les plus graves difficultés pour le nouveau président s'il était contraint de procéder à cette nomination. Le « couple Rajoelina-Resampa » placerait la présidence sous étroite surveillance, en attendant le retour au pouvoir de l'ex-président de la Transition. « En tout cas, la boucle est bouclée et Andry Rajoelina aura réussi à conclure le contrôle sur le nouveau régime en propulsant son binôme à Mahazoarivo. Le défi pour Hery Rajaonarimampianina sera plus la cohabitation que le développement du pays », conclut le site.

**Pour le blogueur Iloniaina Alain, le Rubicon est en train d'être franchi. Hery Rajaonarimampianina et Andry Rajoelina s'engagent dans une voie presque sans issue.** A moins d'un invraisemblable retournement de situation, l'irréparable est en train de s'accomplir. Le Mapar a choisi la ligne dure en retenant le juriste de formation et ancien secrétaire général de la présidence, un fidèle de l'ancien président, un homme de combat, qui traîne une certaine étiquette dans sa manière de conduire les affaires nationales, si l'on se réfère à ses adversaires politiques. La mouvance Ravalomanana en sait quelque chose. La proposition du Mapar est une décision délibérée destinée à pousser Hery Rajaonarimampianina à la faute. Elle ouvre la voie à une crise institutionnelle.

**L'ancien président de la HCC, Honoré Rakotomanana, remet en question la légalité du Mapar et donc la possibilité pour cette plateforme de proposer le nom du premier ministre.** D'après lui, un simple récépissé obtenu après le dépôt de la déclaration de création ne confère pas l'existence légale à un parti.

**26/02 - En réplique à Andry Rajoelina et au Mapar, la plateforme pour la majorité présidentielle (PMP) désigne Jules Etienne Rolland Raharivony comme candidat à la primature<sup>2</sup>.** Suite à la proposition de ce nom au président, les leaders des partis composant la plateforme (Leader Faniilo, VPM-MMM, mouvance Ravalomanana et parti Vert) ont eu un entretien avec les conseillers de Hery Rajaonarimampianina. Alors que l'effectif des députés est de 147, jusqu'aux élections partielles prévues en mai pour pourvoir les sièges invalidés, le PMP affirme être parvenu à obtenir la signature de 95 députés, contre 75 pour le Mapar. Un décompte qui laisse penser que des députés comptabilisés avec le Mapar auraient adhéré en catimini au PMP, à moins que l'effectif annoncé par le PMP soit volontairement « gonflé ». « Pour aider le président, il suffirait pour chaque groupe de partis s'estimant être majoritaire publie les noms des députés signataires », estime Fetison Rakoto Andrianirina. L'action présenterait un double avantage : identifier et formaliser le groupe majoritaire et destituer ceux qui ne respectent pas les consignes du groupe selon la loi. Jean de Dieu Maharante, leader du Mapar, dénonce une désignation anticonstitutionnelle : la nomination de Jules Etienne ne respecterait pas le décret définissant la mise en place du groupe parlementaire majoritaire apte à désigner le premier ministre ainsi que l'avis de la HCC stipulant que cette désignation appartient au parti ou groupe politique majoritaire constitué avant le dépôt du dossier de candidature. La plateforme PMP ayant été formée après les législatives, elle ne peut pas présenter de premier ministre.

Pour *La Gazette*, le nom de Jules Etienne suscite de vives réticences. Sa candidature ressemble à un renvoi d'ascenseur et donc à un deal conclu avant l'entrée en lice de l'actuel chef de l'Etat pour le scrutin présidentiel. Ensuite, l'homme aurait été récemment traîné devant le tribunal pour une affaire de loyers impayés. On s'interroge enfin sur la véracité des 95 signatures annoncées par la PMP.

Pour la mouvance Ravalomanana en particulier et l'opposition au Mapar en général, le choix de Jules Etienne doit s'imposer dans la mesure où celui-ci est considéré comme neutre. En effet, celles-ci ont déjà avancé qu'elles refuseront de collaborer avec l'actuel numéro un de l'Etat au cas où celui-ci nommera un premier ministre issu du Mapar.

<sup>2</sup> Le Dr Jules Etienne Rolland Raharivony, âgé de 54 ans, est originaire de Vohipeno, région de Vatovavy Fitovinay (Sud-Est). Il a longtemps exercé la médecine en France. Candidat à la présidentielle, il a été évincé par la CES en août 2013 pour anomalie dans l'application de la loi et pour fausse information résultant des pièces du dossier, comme pour 7 autres candidats. Jules Etienne Rolland Raharivony ainsi qu'un autre candidat évincé, Kolo Roger, ont ainsi désigné Hery Rajaonarimampianina comme candidat de remplacement à la présidentielle. Fondateur d'une association caritative qui soutient matériellement des écoles à Madagascar qui ont peu de moyens, Jules Etienne est un proche cousin de l'ancien premier ministre Francisque Ravony. Son père est le frère de Jules Ravony, premier président de l'assemblée nationale, président du sénat sous la 1ère République et père de Francisque Ravony.

**Bras de fer juridique en perspective.** Si le président de la République persiste à vouloir nommer Jules Etienne, une exception d'inconstitutionnalité du décret présidentiel ferait encourir la « *déchéance* » du chef de l'Etat, telle que prévue à l'article 131 de la Constitution. Parmi les motifs de déchéance figure « *la violation grave, ou des violations répétées de la Constitution* ». D'après un juriste consulté par *L'Express*, « *les motifs prévus sont difficiles à prouver* » mais la donne pourrait changer dans le contexte actuel, si le président décidait de nommer un premier ministre autre que celui présenté par Mapar. Se référant à la position de certains juristes, le président pourrait remettre en cause la décision de la HCC du fait que le mandat de ses membres a expiré en 2010. Le président pourrait envisager alors sa dissolution. Avec l'absence de sénat et « *l'équilibre des forces* » à la chambre basse, composer une nouvelle équipe pour siéger à la HCC pourrait prendre du temps et donner un sursis au régime pour trouver une parade. En outre, la Constitution permet au chef de l'État d'initier en conseil des ministres une révision de la loi fondamentale « *en cas de nécessité jugée impérieuse* ».

**26/02 - D'après le secrétaire général du mouvement épiscopal « *Justice et Paix* », le nouveau premier ministre doit être un technicien imperméable à toute tentative de corruption.**

**27/02 - Le président de la République écarte la candidature de Haja Resampa proposé par le Mapar.** Après l'avoir reçu hier soir en audience, il aurait aussitôt tranché. La décision est en attente d'officialisation. Indépendamment des inconvénients que cette nomination aurait comporté pour le nouvel élu, tant en interne que vis-à-vis de la communauté internationale, ce serait la manière dont Haja Resampa a été présenté par le Mapar qui aurait été la principale cause de son élimination. Selon l'avis de la HCC, la nomination doit être concertée. Cela signifie que le parti majoritaire doit au préalable proposer le nom de son candidat au président qui peut ou non l'accepter. Or le Mapar a voulu imposé son candidat, fort de son statut de parti majoritaire qu'aucune institution n'a d'ailleurs officialisée en dehors des résultats des législatives publiés par la CES. Le Mapar pourrait en principe proposer un autre nom mais il n'est pas certain qu'il fasse la démarche. La plateforme s'attendait à ce refus. Pour *L'Express*, Haja Resampa était en réalité un appât destiné à pousser le président à commettre une violation de la Constitution afin de pouvoir enclencher les procédures de déchéance. Jean de Dieu Maharante, coordinateur du Mapar, a d'ailleurs confirmé qu'il avait l'intention de saisir la HCC. Le Mapar lance que l'application de l'avis de la HCC sur la nomination du premier ministre n'est certes pas obligatoire, mais que le non-respect de cette disposition expose le chef de l'État à la déchéance si les 2/3 des députés décident de porter une accusation en justice. Une telle accusation en vue d'une déchéance peut être présentée devant la HCC qui assure le rôle de la Haute Cour de Justice en attendant sa mise en place. La crise pourrait donc gagner en intensité si le président nommait Rolland Jules Etienne, candidat proposé par la Plateforme pour la majorité présidentielle. Le site pro-Rajoelina *Madagate* annonce le « *retour au désordre constitutionnel avec Rajaonarimampianina* ». Toutes les casernes ont été consignées. Une rumeur indique qu'un groupe politique envisageant d'installer de force à Mahazoarivo leur premier ministre circule depuis quelques temps et est pris très au sérieux par les forces de l'ordre, indique une dépêche d'*Orange*.

**La proposition de Jules Etienne par la Plateforme pour la majorité présidentielle (PMP) a désarçonné le camp Rajoelina,** écrit *Tribune*. Apprenant qu'elle aurait recueilli 95 signatures de députés, le camp Rajoelina s'est précipité à la présidence de la République pour insister sur la proposition du Mapar et a cru judicieux de faire remettre la même proposition par le GPS, ce groupe de députés indépendants qui s'est allié avec le Mapar. À l'instar des observateurs, les députés du Mapar et du GPS doutent en effet de la réalité des 95 signatures et ont cherché à la démentir en réunissant plus de 75 signatures en faveur de Haja Resampa, en sus des signatures des députés du groupe Mapar-GPS déjà remises à Ambohitsorohitra, laissant alors croire que Haja Resampa dispose de deux groupes parlementaires majoritaires derrière lui.

**28/02 - Le président ne s'est pas encore prononcé sur la candidature de Jules Etienne, proposée par le PMP et le Mapar regrette de ne pas avoir été informé officiellement du rejet de la candidature de Haja Resampa.** Il ne se serait pas encore concerté pour désigner un éventuel remplaçant. Une solution consensuelle entre les deux parties protagonistes que sont le Mapar et la PMP sous l'égide de la présidence ne serait pas totalement exclue. Des noms commencent à circuler.

**L'intérim du gouvernement Beriziky prolongé.** Hery Rajaonarimampianina déclare que, « *le processus de nomination du premier ministre de la République devant encore être mené d'une manière concertée, et comme aucun délai n'est imposé par les textes en vigueur en la matière, le gouvernement de Transition, dans sa composition actuelle, continue d'exercer les pleines fonctions jusqu'à la mise en place effective dudit gouvernement* ».

## ► **Recomposition politique, opposition**

**03/02 - Le retour à Madagascar de Marc Ravalomanana, préalable à toutes les tentatives de négociations antérieures avec la Transition, ne devra plus faire obstacle à un rapprochement avec le HVM de Hery Rajaonarimampianina.** Cette nouvelle orientation a été présentée par Me Hanitra Razafimanantsoa lors d'une intervention devant les supporters de l'ancien président réunis au Magro. L'assistance a fait part de sa surprise d'apprendre que Marc Ravalomanana accepterait désormais de cohabiter avec le HVM. L'enjeu majeur des négociations porterait sur les portefeuilles ministériels réservés à la mouvance. « *Nous négocions pour intégrer le prochain gouvernement* », a souligné Me Hanitra Razafimanantsoa. La mouvance viserait au moins quatre ministères dont un ministère de souveraineté. Si les négociations n'aboutissent pas, elle rejoindra l'opposition mais déclare vouloir donner sa chance au nouveau président et à la nouvelle équipe qui se met en place. Hanitra Razafimanantsoa se félicite en particulier de la décision du nouveau pouvoir de dissoudre les « *milices de la Transition* ».

**Christine Razanamahasoa, ancienne ministre de la justice de la Transition, s'oppose à la volonté d'ouverture du nouveau président.** Elle s'offusque du fait que Hery Rajaonarimampianina ait « *oublié* » de mentionner Andry Rajoelina lors de son discours d'investiture, alors que, d'après elle, il lui doit d'avoir pu accéder à la magistrature suprême. L'ancienne ministre confirme ainsi son choix de se ranger dans la frange des soutiens à Andry Rajoelina qui refuse toute concession.

**Le divorce entre Jean-Louis Robinson et Marc Ravalomanana serait consommé.** Me Hanitra Razafimanantsoa a annoncé aux militants du Magro que le chemin emprunté par les deux personnalités se sépare. « *A partir du moment où Jean-Louis Robinson a annoncé qu'il jette l'éponge [en admettant trop facilement sa défaite], il a arrêté de défendre les droits des électeurs. A partir de là, nous avons rompu tacitement, et non officiellement, nos liens* », a-t-elle avancé. « *A partir de là, chacun de son côté* », a-t-elle poursuivi. Jean-Louis Robinson s'est cependant refusé à parler de rupture avec la mouvance Ravalomanana. « *Je n'ai jamais conclu aucune alliance avec la mouvance Ravalomanana. Le deal s'est passé entre moi et le président Marc Ravalomanana. Il ne m'a pas encore annoncé que notre accord est rompu* », a-t-il souligné. Le candidat malheureux a affirmé n'avoir reçu aucun subside de son mentor pour sa campagne présidentielle. L'ancien président aurait toutefois mis des hélicoptères à sa disposition et pris en charge les affichages. Jean-Louis Robinson revendique l'acquisition d'une légitimité au travers de la fonction officielle de chef de l'opposition. Il a créé l'Alliance pour la Restauration de Démocratie (ARD) qui fédérerait 32 formations politiques autour du noyau que constitue son parti Avana et les députés élus sous cette étiquette.

**05/02 - Marc Ravalomanana reconnaît Hery Rajaonarimampianina.** « *C'est lui qui a été élu et il l'accepte* », a déclaré Lalao Ravalomanana, ancienne première dame, à son retour d'un voyage en Afrique du Sud, pour, selon ses dires, « *rendre visite à sa famille* ». Les mots prononcés par l'épouse de Marc Ravalomanana pourraient mettre fin à la réserve persistante de certains de ses plus fervents partisans, estime *L'Express*. A noter que Lalao Ravalomanana a pu revenir à Madagascar accompagnée de sa belle-fille, sans incident, ce qui est en soi un événement politique, écrit *Madonline*.

**07/02 - Andry Rajoelina reprend les rênes du parti TGV.** Pour la secrétaire nationale, Lanto Rakotomavo, le TGV existe encore et son leader restera présent dans la vie politique. « *La reconstruction nationale dans le respect de l'intérêt général de la nation* » reste sa priorité. Pourtant, le TGV semble être en froid avec la plateforme Mapar, dont la création répondait au besoin de fédérer les soutiens d'Andry Rajoelina pour la campagne des législatives et qui arrive en tête en nombre d'élus. La secrétaire générale affirme que le TGV n'a eu aucun lien avec le Mapar. « *Je ne connais même pas la structure de cette plateforme* », a-t-elle souligné. L'ex-chef de la Transition se trouverait ainsi confronté à un début de scission au sein de sa famille politique.

**13/02 - Le Mapar s'oppose à une ouverture du futur gouvernement à l'opposition,** a sèchement déclaré son coordinateur national Maharante Jean de Dieu. Les tentatives de partage de pouvoir avec la mouvance Ravalomanana durant la période de la transition n'ont pas été concluantes, estime-t-il, raison pour laquelle celle-ci doit faire le choix de se placer dans l'opposition. Après avoir revendiqué le poste de premier ministre, le Mapar entend gouverner seul en poussant sur la touche l'opposition. La mouvance Ravalomanana a d'ailleurs fait savoir que ses membres ne participeront pas au prochain gouvernement, si son chef est issu du Mapar. « *Nous sommes au courant de l'intention des pro-Rajoelina. Nous participons à la composition du gouvernement seulement si le premier ministre est issu du parti présidentiel HVM* », a indiqué Guy Rivo Randrianarisoa, porte-parole de la mouvance. Dans la mesure où cette intention du clan Rajoelina se concrétise, le gouvernement sera verrouillé. Un schéma qui ne respecte pas les conditions posées par la communauté internationale, qui exige la mise en place d'un gouvernement inclusif et reflétant la réconciliation nationale. Le Mapar souligne que les députés représentent désormais l'expression de la volonté du peuple et qu'ils ont été élus selon les lois en vigueur. En conséquence, les restrictions de la communauté internationale sur la désignation du premier ministre sont anticonstitutionnelles. « *La guéguerre entre Marc Rava-*

*lomanana et Andry Rajoelina est loin d'être achevée. Les négociations avec nos bailleurs de fonds traditionnels sont menacées », écrit L'Express.*

**15/02 - Formation de bloc de partis à l'assemblée : « des indépendants trop gourmands »** titre *Le Courrier*. Des marchandages contre espèces sonnantes et trébuchantes se donneraient libre cours dans la perspective de la constitution d'un groupe parlementaire majoritaire pouvant revendiquer la capacité de désigner le futur premier ministre. Un témoin de ces tractations affirme que certains députés « indépendants » « se prostituent ». Des regroupements factices ont été constitués pour faire monter les enchères.

**17/02 - Hajo Andrianainarivelo, ancien vice-premier ministre de la décentralisation et de l'aménagement du territoire de la HAT et candidat malheureux à la présidentielle, confirme son appui au nouveau président.** « Nous le soutiendrons au niveau de l'assemblée nationale et de toutes les Institutions de la République, et ce, afin de parvenir à l'apaisement et à la stabilité », a-t-il soutenu. Il estime que la Mapar d'Andry Rajoelina doit se ranger dans le camp de l'opposition et mettre à profit le statut officiel que la Constitution confère à celle-ci. **Saraha Georget Rabeharisoa du parti Vert a également confirmé son soutien**, « pour travailler ensemble à la reconstruction du pays et pour le développement ».

**20/02 - Hery Rajaonarimampianina : clin d'œil au Mapar.** Après l'élection à la présidence de l'assemblée nationale qui a vu la victoire de l'ancienne ministre de la justice, proche d'Andry Rajoelina, des observateurs estiment que la défaite de la plate-forme pour la majorité présidentielle aura une influence sur la position de Hery Rajaonarimampianina. Celui-ci déclare en effet : « Je suis prêt à travailler avec le Mapar. Le Mapar est mon allié naturel. Je suis le président de tous les Malgaches ». Pour *Midi*, c'est un véritable clin d'œil adressé aux pro-Rajoelina alors que l'objectif de la création de la plate-forme pour la majorité présidentielle n'était autre que de pousser le Mapar vers l'opposition.

**24/02 - Un comité de sages issu des rangs de la plateforme de soutien à Hery Rajaonarimampianina s'est constitué et se porte comme médiateur.** L'objectif est de réconcilier les camps d'Andry Rajoelina et de Hery Rajaonarimampianina et de tenter de repousser dans l'opposition la mouvance Ravalomanana et les autres ralliés au nouvel élu.

**24/02 - La mouvance Ravalomanana confirme qu'elle n'est pas dans l'opposition.** Mamy Rakotoarivelo, ancien chef de délégation, rappelle que la mouvance a reconnu Hery Rajaonarimampianina, elle soutient son programme. Selon Marc Ravalomanana, il faut respecter le nouveau président et œuvrer pour la stabilité afin que la reconnaissance internationale soit effective et que les investisseurs étrangers et les bailleurs de fonds s'intéressent à nouveau à la Grande île. Pour *La Gazette*, la mouvance Ravalomanana a tout à gagner du conflit ouvert entre le Mapar et les soutiens de Hery Rajaonarimampianina car elle se traduira par un affaiblissement du pouvoir présidentiel. Il est donc de son intérêt à chercher à accroître son ascendant sur le nouvel élu, pour se rendre incontournable.

**27/02 - Les formations politiques représentées à l'assemblée nationale s'organisent pour former un front contre Andry Rajoelina.** Celui-ci affronte seul désormais le combat politique, après la désertion de ses anciens alliés, constate *La Nation*. En face de lui, les Hajo Andrianainarivelo avec le VPM-MMM, Camille Vital de Hiaraka Isika, Jean-Max Rakotomamonjy du Leader Fanilo, avec le soutien de Marc Ravalomanana et de sa mouvance, s'organisent pour contrecarrer la stratégie de blocage des institutions élaborée par Andry Rajoelina. Elles rallient le camp de Hery Rajaonarimampianina dans le combat qui engage le nouveau président à son mentor. Dans cette logique, Andry Rajoelina et ceux qui lui sont restés fidèles pourraient devenir opposant à l'actuel régime, même s'ils prétendent encore ne pas l'être. L'impératif pour les autres formations politiques est clair : casser le mouvement Mapar.

## ► Diplomatie, coopération

**01/02 - « Madagascar n'est plus un état voyou comme l'avaient considéré certaines instances internationales »** déclare Hery Rajaonarimampianina à son retour du sommet de l'UA. La participation de Madagascar à cette réunion a été un franc succès, salué chaleureusement par l'ambassadeur de France. Le regain de confiance de la communauté internationale est sur la bonne voie, affirme-t-il.

**03/02 – Les Etats-Unis confirment leur reconnaissance du nouveau pouvoir.** Hery Rajaonarimampianina et Linda Thomas-Greenfield, secrétaire d'Etat américain adjointe chargée de l'Afrique, se sont rencontrés en marge du 22ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, les 30 et 31 janvier. La représentante du gouvernement américain encourage le nouveau président à « entamer un processus de réconciliation et à mettre en place un gouvernement inclusif ». Les États-Unis ont commencé le processus de révision de l'éligibilité à l'AGO qui arrive à terme en septembre 2015 et espèrent que Madagascar pourra être qualifié et ramené au sein du programme.

**05/02 - La Gazette condamne les agissements de la communauté internationale qui tenterait de conditionner le déblocage de financements à l'éviction des anciens barons de la Transition.** Les grandes puissances occidentales s'efforceraient d'imposer au nouveau président la constitution d'un gouvernement d'ouverture marquant la réconciliation nationale. Elles auraient œuvré en coulisse pour un rapprochement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson visant à exclure Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. La communauté internationale redouterait que l'ex-président de la Transition dispose d'une certaine emprise sur le prochain gouvernement du fait du bon score réalisé par sa plateforme aux législatives.

**08/02 - Proclamation officielle des résultats des législatives : félicitations de l'OIF et de l'UE.** Abdou Diouf pour l'OIF et Catherine Ashton pour l'UE, ont félicité les députés élus et toutes les entités parties prenantes du processus électoral. L'UE réitère que malgré certaines insuffisances, c'est une nouvelle page qui s'ouvre. L'OIF insiste auprès des partenaires internationaux pour qu'ils intensifient leurs efforts pour la réconciliation nationale et la restauration d'une vie politique apaisée. Catherine Ashton déclare faire confiance au nouveau président, en saluant son esprit d'ouverture et de réconciliation, et en appréciant sa volonté de rupture avec le passé, conditions, selon les observateurs, du rétablissement de la confiance et de la « *pleine normalisation des relations entre Madagascar et l'UE* ».

**26/02 - Dans son rapport final, la mission d'observation électorale de l'UE émet 31 recommandations** concernant notamment la gestion des institutions, les partis politiques, le financement des partis ou encore le monde médiatique. Sandrine Marins Espinoza, chef de mission adjointe, a admis « *le bilan mitigé* » des scrutins mais refuse pour autant de remettre en cause la méthodologie appliquée. La mission a une nouvelle fois relevé l'inexistence d'une législation qui régleme le financement des campagnes. La participation d'autorités politiques dans les campagnes électorales des candidats des législatives et de la présidentielle est également présentée comme un point qui mérite amélioration pour l'avenir. La mission recommande aux partis de renforcer la capacité de leurs membres afin de jouer le rôle démocratique qui est le leur et d'adopter entre eux un code de bonne conduite applicable à la période électorale. S'agissant du rôle des médias, elle déclare : « *Les organes de presse et les journalistes devraient établir un organisme d'autorégulation indépendant, ou reformer et réactiver l'ordre des journalistes, pour superviser le respect du code déontologique et éthique volontairement signé par les professionnels du secteur* ». Le premier ministre Jean Omer Beriziky affirme être satisfait du travail de la mission de l'UE et confirme que des progrès restent encore à accomplir.

**27/02 - Les représentants de l'UE et des États-Unis embarrassés par le rebond de la crise né de l'impasse pour la désignation du premier ministre.** Leonidas Tézapsidis, ambassadeur de l'UE, a tenu à marquer sa réserve sur la question. « *C'est un jugement politique, c'est à lui [le président] de décider* », a-t-il indiqué aux journalistes. L'issue de cet épisode pourrait en effet mettre l'UE dans l'embarras. Haja Resampa à la primature aurait une résonance de Transition qui irait à l'encontre de la « *rupture* » attendue par l'Europe, estiment les observateurs. Le choix de Jules Étienne risque pourtant d'être entaché d'inconstitutionnalité. « *Nous n'interférons pas sur les affaires internes de Madagascar* », a juste répondu le diplomate pour éviter de s'exprimer sur ce dilemme, ajoutant qu'il n'est pas « *un conseiller du président* ». L'UE s'interdit une telle ingérence, a-t-il rappelé. Contrairement à la Commission Paix et Sécurité de l'UA qui a levé les sanctions imposées à Madagascar aussitôt après l'investiture du président de la République, l'UE attend que le gouvernement soit installé avant de procéder à cette levée.

« *Il faut que le président prenne une décision qui évite une nouvelle crise* », déclare pour sa part Éric Wong, chargé d'affaire américain. Les États-Unis, attendent eux aussi du prochain gouvernement qu'il soit « *démocratique* », et le reflet de la « *réconciliation* ». Ils pourraient être confrontés au même tracassé que l'UE face au choix que fera le président. Le chargé d'affaire a semblé plus catégorique que son homologue européen, en laissant entendre que le premier ministre ne devrait pas être issu du précédent régime. « *Ce serait mieux de choisir quelqu'un qui a la confiance de la population malgache et de la communauté internationale* », a-t-il soutenu, suggérant la désignation d'une « *personne neutre* ».

## ► Divers

**04/02 - Le général Richard Ravalomanana, commandant de la gendarmerie nationale, remet sa démission.** Dans un courrier adressé à Hery Rajaonarimampianina, il explique que sa mission devait prendre fin avec la période de Transition. Il se présente comme un exemple à suivre pour ses frères d'armes. « *Une place est faite pour être relayée* », a-t-il confié. Le général estime que celui qui va le remplacer aura des nouvelles idées pour maintenir l'ordre et la sécurité publique. « *Je suis usé par le temps* », a-t-il lancé. Le passage du général Ravalomanana à la tête du commandement de la gendarmerie d'Analamanga, fonction qu'il a occupée avant d'être promu à la tête de la gendarmerie nationale, a été marqué par plusieurs événements chauds qui se sont produits dans la capitale : les affaires de « *bombes artisanales* », le retour avorté

de Marc Ravalomanana et celui de son épouse Lalao, ainsi que les différents attentats contre Andry Rajoelina. Il a eu à connaître plusieurs tentatives avortées de coup d'Etat.

*Tribune* s'interroge : En dénonçant les pressions des politiques qui s'exercent sur le président de la République et en démontrant que sans les forces de l'ordre le régime de Transition n'a pu tenir 5 ans le commandant en chef de la gendarmerie ne serait-il pas en train de briguer un poste plus important au sein de l'exécutif ? Pour *La Gazette*, le général Richard Ravalomanana manquerait de « *motivation* » depuis le départ d'Andry Rajoelina, qu'il a fidèlement protégé durant toutes les années de la Transition. Il pourrait également avoir été mis en porte à faux dans l'affaire de l'attentat à la grenade, le jour de l'investiture du nouveau président. Il s'était donné imprudemment une semaine pour démasquer les commanditaires.

**05/02 - Les forces armées dans l'expectative.** Le général Richard Ravalomanana évoque une « *période de flottement* » qui ferait suite à la proclamation des résultats officiels de la présidentielle et qui ne serait pas sans risque. Le nouvel élu n'aurait pas jugé bon de répondre à la demande de rencontre des responsables des forces de l'ordre. Le ministre des Forces armées, le général André Lucien Rakotoarimasy, confirme qu'il n'y a pas encore eu de rencontre des chefs militaires avec le président Rajaonarimampianina mais il précise ne pas en avoir fait la demande. *Tribune* et *Midi* croient déceler dans ces interventions une certaine gêne au sein des forces de l'ordre, qui se sentiraient déconsidérées. Des observateurs se demandent si le nouveau pouvoir n'aurait pas l'intention d'apporter des changements au niveau de la hiérarchie militaire, qui paierait son appui au régime de Transition. Le général Ravalomanana a démenti avoir présenté sa démission. Il déclare être disposé à respecter les décisions du chef suprême des armées. *L'Express* se demande si ce malaise que l'on décèle entre Hery Rajaonarimampianina et le commandement des forces de l'ordre n'aura pas des impacts négatifs sur le processus de sortie de crise en cours. « *Je n'ai aucun problème avec les chefs militaires* » a rétorqué le président de la République. Une rencontre est prévue prochainement, a-t-il indiqué.

**28/02 - Général Lucien Rakotoarimasy : « Un coup d'état est impossible ».** Les politiciens qui songent à emprunter une voie non démocratique pour obtenir le pouvoir devraient changer de plan. Le général André Lucien Rakotoarimasy déclare qu'il n'était plus possible en ces temps de faire un coup d'Etat militaire. « *Un coup d'Etat militaire entraîne un autre. Ce genre de situation ne nous apportera que des inconvénients. Il faut éviter ce recours. D'ailleurs, ça ne fait pas partie de notre culture* », souligne le ministre des forces armées. « *Les problèmes politiques appartiennent aux politiciens et non pas aux militaires* », ajoute l'officier supérieur. Les forces armées réitèrent leur soutien au « *processus démocratique* » en cours, affirme-t-il. Le président a évoqué la participation des forces de l'ordre malgaches aux initiatives de l'ONU en faveur du maintien de la paix, en précisant que des officiers supérieurs des armées malgaches y seront affectés.

**04/02 - Andry Rajoelina dirige une réunion du Mapar et de l'association AV7.** Selon les informations officielles, la rencontre avait pour objet de préparer la commémoration de la fusillade du 7 février 2009. Mais au-delà de la commémoration de cette journée sanglante qui a marqué la « *révolution orange* » de 2009, les questions d'ordre politique ont également été abordées. La question des alliances du Mapar avec les autres entités composant l'assemblée nationale, notamment les indépendants, aurait été discutée, ainsi que la représentation de cette entité au sein du gouvernement. « *Le Mapar ne lâchera pas le privilège de présenter le premier ministre* », affirme une source interne à la plateforme. La présidence de l'assemblée nationale a également fait partie des sujets de discussions. L'ex-parti présidentiel TGV revendiquerait le « *perchoir* ». L'existence d'une scission ou de divergences au sein du Mapar ont été démenties par ses dirigeants.

**05/02 - L'association des victimes du 7 février 2009 (AV7) entend donner un important retentissement à la commémoration annuelle de l'évènement.** Elle compte sur la participation d'Andry Rajoelina et des députés élus du Mapar. « *L'AV7 est l'entité légitime pour organiser l'évènement. Notre appui et notre présence servent à donner plus de poids à l'évènement* », reconnaît un proche de l'ancien président de la Transition. Coïncidence du calendrier, la proclamation des résultats définitifs des législatives aura lieu la veille. « *Forcément, la journée aura une portée politique* », indique la source, soulignant que « *le vrai sens de la cérémonie est de rappeler qu'il y a eu un évènement qui a amené au début du changement actuel* ». Au-delà du devoir de mémoire, la commémoration pourrait être l'occasion pour les leaders de la lutte de 2009 de faire une démonstration de force. Boana Jean-Pierre Rafaramandimby, président de l'AV7, se défend toutefois de toute récupération politique, bien que chaque année la présidence ait été le principal soutien financier de l'organisation de la commémoration. Une invitation aurait été adressée au nouveau président de la République.

**L'AV7 affirme avoir obtenu l'autorisation de la préfecture et de la commune d'Antananarivo pour tenir une grande marche en direction du palais présidentiel le 7 février.** Les forces de l'ordre ont affirmé avoir obtenu des renseignements sur un éventuel attentat à la bombe qui serait perpétré durant la commémoration. Une enquête a été ouverte. La commune suggère à l'association d'effectuer le parcours prévu en voiture, une proposition que l'AV7 aurait rejetée. Seule une délégation sera autorisée à déposer des gerbes au

piet de la stèle édiflée à la mémoire des victimes à proximité immédiate du palais présidentiel. *La Nation* redoute que cette commémoration, avec un projet de nouvelle marche sur le palais d'Ambohitsorohitra, ne débouche sur un nouveau drame. L'initiative d'Andry Rajoelina et du Mapar est inquiétante, écrit le quotidien.

**08/02 - La commémoration du 7 février 2009 s'est déroulée sans incident.** Le culte organisé au gymnase de Mahamasina a rassemblé les rescapés de la tuerie et les partisans de la Place du 13-Mai de l'époque. Andry Rajoelina s'est posé au cours de ces cérémonies en leader de ce mouvement pour le changement et la liberté mais d'autres leaders politiques ont tenu à manifester leur présence, parmi ceux qui n'avaient pas soutenu le mouvement qui a conduit au coup d'Etat. Tous ont voulu se porter garants du changement et ont tenu à faire savoir qu'ils veilleraient à le faire aboutir. Monja Rondefo, qui avait conduit la marche qui s'est achevée en bain de sang, a tenu à marquer cette journée ; il n'était pas présent au culte mais il a fait le déplacement à Ambohitsorohitra pour déposer des gerbes au pied de la stèle commémorative. Hery Rajaonarimampianina n'a pas répondu personnellement à l'invitation mais il a dépêché ses trois lieutenants, Paul Rabary, Henry Rabary Njaka et Jaobarison Randrianarivony, pour le représenter. La majorité des « *grands invités* » n'ont pas participé à la marche sur le palais présidentiel pour y fleurir la stèle. L'absence du nouveau président a été interprétée par certains comme la confirmation de sa volonté de rompre ses liens avec Andry Rajoelina. Le fondateur de l'AV7 va jusqu'à évoquer une trahison de la part du nouveau chef de l'Etat. Les proches de l'ancien président de la HAT tentent de faire « *revenir au bercail* » le président Hery Rajaonarimampianina, qui est « *issu de la famille* », rappelle Christine Razanamahaso, ancienne ministre de la justice. Les « *durs* » du clan Rajoelina demeurent convaincus de la force qu'ils représentent encore et de leur éventuel pouvoir de nuisance.

*L'Express* fait part de sa surprise de constater que la « *grande marche* » de l'AV7 a été autorisée malgré les risques de provocation encourus. Il s'agit de la première manifestation de ce type et de cette envergure autorisée depuis le début de la Transition. La préfecture de police n'aurait-elle pas délibérément tenu à favoriser les partisans de l'ex-régime de Transition, soucieux de prouver à l'opinion que l'on doit encore compter avec eux ?

**21/02 - L'AV7 aux abois :** « *des changements ont été constatés dans le paiement des indemnités des membres depuis la fin de la Transition* », s'insurge Jean-Paul Ratsimbazafy, sans entrer dans les détails. L'association des victimes de la fusillade du 7 février 2009 avait toujours bénéficié jusqu'ici de la sollicitude et des largesses du pouvoir.

**16/02 - Solofo Randrianja, directeur de recherche à l'IEP d'Antananarivo, estime que le retour à une vie politique apaisée est encore loin.** « *Les élections n'ont rien changé. Les partisans de Rajoelina ne ratent pas la moindre opportunité pour se faire entendre. D'autant que le président n'a pas beaucoup de marges de manoeuvre, ayant été élu avec seulement les voix d'un quart de l'électorat. Il est sans doute le dirigeant le plus mal élu de notre histoire* » a-t-il indiqué sur RFI.

**17/02 - La plateforme nationale des organisations de la société civile (PFNOSCM) se réjouit de l'étape importante franchie dans le processus de résolution de la crise mais elle souligne que des efforts considérables restent à déployer** pour sortir Madagascar définitivement de la crise et pour que les prochaines élections soient réellement démocratiques<sup>3</sup>. Elle réitère la nécessité impérative et urgente de procéder à la réconciliation nationale et à la refondation de la République. Elle exige un audit indépendant de la gestion des biens publics ainsi que de l'origine des enrichissements douteux, et l'application de sévères sanctions à l'encontre de tous ceux dont les malversations seraient prouvées. Elle revendique une gouvernance apaisée qui prévienne la survenue d'un cycle infernal des désordres et de violences. La PFNOSCM juge impératif le rétablissement de l'Etat de droit, l'amélioration de la gouvernance publique, la lutte contre la corruption, l'assainissement de la gestion des biens publics et des ressources naturelles. Elle appelle de ses vœux l'instauration d'une démocratie participative qui implique tous les acteurs, dont la société civile, et où les principes de subsidiarité et de redevabilité seront exigés à tous niveaux. Elle exige la constitution d'un gouvernement dont tous les membres seront reconnus par leurs compétences et leur intégrité, respectueux de l'Etat de droit et de la démocratie participative, et soucieux des intérêts de la population de toutes les régions.

**22/02 - La revanche du colonel Lylison, ex-patron des FIS, limogé.** Le premier acte officiel de Hery Rajaonarimampianina a été d'abroger par décret deux organes de sécurité rattachés jusque-là au président de la Transition. L'un d'eux, les Forces d'intervention spéciale (FIS), était commandé par le colonel Lylison René de Roland, qui a joué pendant plusieurs années le rôle de protecteur d'Andry Rajoelina. Selon *La LOI*, il manoeuvre pour obtenir un poste au sein du futur gouvernement mais qui plus est, sa soeur est parvenue,

<sup>3</sup> Déclaration complète : cf. Blog Justmad - <http://p9.storage.canalblog.com/95/42/448497/93910292.pdf>

non sans mal, à faire valider son élection à l'assemblée nationale. Initialement, Lyllette René de Roland, candidate à Befandriana-Nord pour le Mapar avait été battue par un membre du parti de Camille Vital. Mais le colonel Lylison, qui avait obtenu l'appui du président sortant pour faire élire sa sœur, a obtenu que le rival de Lyllette René de Roland soit disqualifié par la CES.

**22/02 - Le premier ministre déplore le fait que l'argent corrupteur ait coulé à flots lors des législatives et des présidentielles et encore récemment pour l'élection du président et des membres du bureau permanent de l'assemblée nationale.** Certains députés indépendants ont été sensibles aux propositions de pot-de-vin et ont fait pencher la balance durant les différents scrutins de la session spéciale. Omer Beriziky n'hésite pas à qualifier ce genre de pratique d'humiliante pour les Malgaches.

**Les 350 4x4 que Camille Vital comptait utiliser pour sa campagne présidentielle ne seraient finalement pas vendues aux enchères.** Le mystérieux propriétaire de ces véhicules, un homme d'affaires d'envergure internationale, aurait décidé de les céder à la présidence de la République, à titre de donation. L'information est reprise par *La Nation* : les 4x4 seront remis officiellement à la présidence de la République, qui se chargera, par la suite, de leur répartition aux forces de l'ordre, selon le programme établi par le candidat. Hery Rajaonarimampianina serait donc parvenu à sauver la mise à Camille Vital, qui lui avait apporté son soutien. La thèse du délit de blanchiment d'argent serait abandonnée.

**D'après le DG du Samifin, ce don des 350 véhicules 4X4 serait un piège tendu à Hery Rajaonarimampianina,** étant donné que l'enquête sur cette affaire de blanchiment d'argent n'a pas encore aboutie. Le fait que ces véhicules soient remis à la présidence et non à l'État accroîtrait les risques de compromettre le nouvel élu. Le rapport du Samifin sera adressé au chef de l'Etat.

**27/02 - Un député nouvellement élu serait l'un des auteurs ou commanditaires des attentats aux engins explosifs qui se sont produits depuis le 25 janvier,** selon le commandant de la gendarmerie nationale, Richard Ravalomanana, qui déplore les entraves posées par des personnes haut placées, souvent proches du régime. Les personnalités impliquées se seraient dernièrement rapprochées de la présidence, rendant encore plus difficile les investigations. Omer Beriziky a déjà laissé entendre que de hautes personnalités sont directement concernées. « *Je vous demande de mener ces enquêtes à leur terme et de punir les coupables, qui qu'ils soient, sans parti pris* », a-t-il adressé aux forces de l'ordre. Qu'il s'agisse de vraies ou de fausses bombes, d'authentiques ou de fausses alertes, les commanditaires ont réussi à installer la psychose dans la capitale. Chaque paquet suspect, du cartable d'écolier oublié sur une place au retentissement d'une crevasion sème la panique chez les citoyens, écrit *Tananews*.

**28/02 - Médias : « Vers le retour de la censure ? »** s'interroge *La Gazette*. Lors du dernier conseil des ministres, Hery Rajaonarimampianina « *a fait remarquer que certains journalistes font fi des textes en vigueur régissant la déontologie et l'éthique du métier (propagation de fausses nouvelles, offenses et outrages à l'Etat, atteinte à la vie privée, etc.). Ce qui l'a amené à donner consigne de prendre des mesures pour mettre un cran d'arrêt à ces pratiques, abusives et illégales, pouvant mettre en danger la démocratie naissante à Madagascar* ». Le quotidien s'étonne de voir réapparaître l'accusation de « *propagation de fausses nouvelles* », une vieille rengaine que les autorités mettent en avant pour pouvoir interpellier n'importe quel journaliste. Pour *Le Courrier*, ce rappel à l'ordre vise des organes connus pour leur allégeance à l'ancien président de la Transition, qui se sont acharnés sur le président ces derniers jours.

**La HCC remaniée.** Son président, Jean-Michel Rajaonarivony, en poste depuis 2003 et dont le mandat a expiré en 2010, est limogé. Trois membres, quota de la présidence, ont été également remplacés alors que les autres membres continuent de siéger en attendant leurs remplaçants issus de l'assemblée nationale, du sénat et du conseil suprême de la magistrature. L'ancienne HCC ayant donné un avis favorable au Mapar pour la désignation du premier ministre, Hery Rajaonarimampianina a dû trouver une parade pour contrecarrer la volonté hégémonique des partisans d'Andry Rajoelina. Après avoir rejeté la candidature de Haja Resampa, proposé par le Mapar, il fallait empêcher ce dernier de saisir la HCC pour anti-constitutionnalité du refus. Le Mapar peut encore recourir à cette voie mais il n'est plus certain qu'il aura gain de cause. « *Il n'est pas exclu que le président demande, cette fois, l'avis de la HCC sur la désignation du premier ministre. La Cour pourrait statuer sur une majorité absolue de députés à l'assemblée nationale pour avoir ce droit* », avise un juriste. La présence du constitutionnaliste Jean-Éric Rakotoarisoa parmi les nouveaux membres conforte cette éventualité. La majorité pourrait donc revenir au PMP, à qui reviendrait le droit de proposer le premier ministre. La nomination des deux autres membres de la HCC, Yvonne Raharison et Fara Alice Ravaoarisoa, a été bien accueillie, au même titre que celle de Jean-Éric Rakotoarisoa, juriste respecté. Pour l'heure, les décisions relevant de la HCC seront prises par une formation de sept personnes. Le président devra désormais être élu par les membres de la HCC elle-même et non plus par décret présidentiel.

## DROITS HUMAINS - GOUVERNANCE

**05/02 - La promotion de la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'ordre du jour dans le cadre de la refondation du pays.** L'équipe pays des Nations unies, à travers le bureau du PNUD, le Haut-commissariat aux droits de l'homme et le centre d'information (CINU) a mis sur pied des activités de renforcement des capacités des acteurs nationaux en matière de promotion et de monitoring des droits économiques, sociaux et culturels, en collaboration avec l'IEP. Les activités bénéficieront de l'appui du professeur Christian Courtis, expert international. Elles comprendront des sessions de formation et une conférence destinée à de la société civile, au secteur privé, aux médias, et à l'université.

### ► **Pauvreté, atteinte des OMD**

**11/02 - Selon un rapport du PNUD, 56% des Malgaches vivent depuis 2009 dans l'extrême pauvreté.** Le taux de pauvreté rural est passé de 77% en 2004 à 82% en 2010. 50% des enfants naissent avec une insuffisance pondérale. Près de 18% des enfants de 6 à 14 ans ne sont jamais allés à l'école. La plupart des OMD ne seront pas atteints en 2015. Les effets de la longue crise institutionnelle sur le mode de gouvernance et le niveau de développement se sont traduits par l'aggravation de la pauvreté, la fragilisation des services sociaux de base, les pertes massives d'emploi dans le secteur formel. L'aggravation de l'insécurité alimentaire, l'extension du secteur informel comme la stratégie de survie et la mise à mal des capacités de production des secteurs agricole et industriel sont autant d'obstacles au relèvement économique et social du pays. La vision stratégique du Système des Nations unies (SNU) pour les cinq prochaines années sera d'opérer des changements dans le mode de gouvernance, en prenant en compte les facteurs clés d'instabilité sociopolitique et certains déterminants de la croissance économique. Le pays devra s'appuyer sur ses richesses en ressources humaines, constituées d'une grande majorité de jeunes, pour transformer les ressources naturelles et agricoles du pays en richesses économiques contribuant à réduire significativement le seuil d'extrême pauvreté. Les priorités de l'assistance au développement des Nations unies (Undaf) pour 2015-2019 sont en cours de définition. Fatma Samoura, représentante du SNU, a déclaré que « *les conclusions de plusieurs études et analyses convergent toutes vers un constant : l'instabilité politique à Madagascar est identifiée comme étant l'une des contraintes majeures à un développement inclusif, en plus d'autres facteurs comme l'absence de vision de long terme, l'inadéquation des politiques publiques, la gestion aléatoire des ressources naturelles, le niveau de chômage extrêmement élevé chez les jeunes et la corruption* ».

**25/02 - Présentation de l'enquête nationale du suivi des objectifs du millénaire pour le développement (ENSOMD),** réalisée par l'Instat et soutenue financièrement par l'UNFPA et des partenaires techniques et financiers tels que le PNUD, l'UNICEF, le PAM, l'UN Women, la Banque mondiale et la BAD. **Dans leur globalité, les OMD ne seront pas atteints d'ici la date butoir de 2015.** Les indicateurs fournis viennent compléter les données sur quelques secteurs qui n'ont pas été couverts par l'enquête périodique auprès des ménages de 2010, en tenant compte des impacts de la crise politique. Comme le souligne la coordinatrice du Système des Nations unies, « *la publication de ce rapport sur les OMD arrive à bon escient, au moment où Madagascar est en train de préparer ses stratégies et programmes pour la relance de l'économie et requiert une base de références fiables et un outil d'aide à la décision et à la programmation* ». D'après les résultats de l'enquête menée dans les 22 régions avec un échantillonnage de 19.000 ménages, **seul l'objectif n°6 serait en passe d'aboutir**, le pays ayant pu contenir le taux de personnes atteintes du VIH-Sida sous la barre de 1%. Concernant les sept autres objectifs, des efforts restent à déployer. **Le fond du problème, qui est la pauvreté, est loin d'être résolu, avec 71,5% de la population qui vit en dessous du seuil national de pauvreté.** Vu sous cet angle, il est difficile de promouvoir l'éducation pour tous, de réduire la mortalité maternelle, d'améliorer la santé maternelle et d'assurer l'accès à l'eau potable pour tous. Des efforts tangibles ont été entamés en vue d'atteindre l'objectif relatif à l'éducation primaire pour tous mais le taux de scolarisation actuelle n'est encore que de 69%. Cette situation est due à l'insuffisance de l'offre d'enseignement en raison de la fermeture de nombreuses écoles mais également de la pénurie d'enseignants. En 2006, pourtant, la situation était meilleure, avec un taux de scolarisation de 76%. Les disparités régionales restent très importantes, avec un taux de scolarisation inférieur à 50% dans les régions du Sud et Sud-Ouest. L'OMD n°4, quant à lui avait pour objectif de réduire le taux de mortalité infantile des deux tiers par rapport à son niveau de 1990. L'objectif était de réduire ce taux à 53 sur 1.000 naissances. Or ce taux est encore de 62 sur 1000. Pour l'OMD n°5 qui vise à améliorer la santé maternelle, la cible était de 122 décès maternels sur 100.000 accouchements. Or nous en sommes encore à 478 décès et ce niveau n'a pas pratiquement bougé depuis 1997. Face à la persistance de la pauvreté, il est difficile de remonter la pente, estime le DG de l'Instat : « *Pour que la croissance économique ait un impact significatif sur la réduction de la pauvreté, il faudrait que le taux de croissance atteigne les 8% par an* ». Mais la croissance économique est portée par le seul secteur tertiaire, en milieu urbain, alors que les ruraux constituent l'immense majorité des actifs... « *Normalement, le taux de croissance économique contribue à la réduction du taux de*

la pauvreté mais à une condition : que la distribution de croissance soit équitable, or ce n'est pas le cas à Madagascar », ajoute-t-il. L'évolution de la pauvreté a toujours été liée aux événements qui se sont produits dans le pays. En 2002, le taux de pauvreté a atteint 80%. En 2010, il était de 75,5% et de 71% en 2012. Actuellement, il avoisine les 76,5%. Le directeur de l'institut fait observer que sur les 70,5% de pauvres dont le revenu annuel est inférieur à 535.600 Ar [178 euros], 40% ne se perçoivent pas comme tels. Ce qui aggrave encore la situation puisque ceux-ci ne feront pas d'effort pour améliorer leur situation. Il existe des régions ou des localités qui ne semblent pas désirer ce développement car elles se sentent à l'aise dans leur situation. *Madonline* fait observer que l'estimation du taux de pauvreté n'est pas la même pour l'Instat et les bailleurs de fonds. Pour la Banque mondiale, notamment, ce taux est estimé actuellement à 92%.

**27/02 - Hausse de 22% du taux d'achèvement dans la classe du primaire. Les ménages urbains et ayant un niveau de vie assez élevé ont fortement misé sur l'éducation de leurs enfants durant la crise politique.** Selon l'enquête nationale du suivi OMD, le niveau d'achèvement du primaire est passé de 47% en 2004 à 69% en 2012. Le taux d'alphabétisation des jeunes de plus de 15 ans a lui aussi enregistré une nette augmentation. 59,2% des enfants de plus de 15 ans ont été en classe en 2004, ils étaient 71,6% en 2013. Cette réaction des ménages semble logique, selon le directeur général de l'Instat. « *Certains ménages continuent à se battre malgré la crise politique* », explique-t-il. Cette fréquentation du primaire est essentiellement urbaine et touche plus les filles que les garçons. Bon nombre d'enseignants se plaignent de la dégradation du niveau des élèves. La faute reviendrait au manque de motivation des maîtres, toujours préoccupés par leur rémunération.

**25/02 - Sur une population urbaine estimée en 2012 à 3,5 millions, seules 500.000 personnes sont logées dans des conditions décentes.** Cette statistique constitue de l'un des faits saillants de l'enquête nationale du suivi des OMD. Plus de 88,2% des citoyens suivant la définition du PNUD, et 72,8% selon la définition du ministère de l'Eau, vivent ainsi dans des taudis. Les citoyens de trois régions vivent dans des taudis à plus de 99% : Sofia, Itasy et Atsimo Atsinanana. Pour Fatma Samoura, coordinatrice résidente du système des Nations unies, ces chiffres témoignent de la dégradation des conditions de vie de la population. « *L'appel au secours est ainsi lancé auprès du futur gouvernement et des bailleurs de fonds* », conclut-elle.

**12/02 - Le PAM, grâce au financement de la Suisse d'un montant de 2,5 milliards Ar, fournira une assistance alimentaire à quelques 46.000 personnes dans le Sud et le Sud-Est du pays.**

## ► Santé publique

**01/02 - Les avortements clandestins seraient à l'origine de 63% des décès maternels des 15-25 ans à Antananarivo.** 50% des décès liés à la grossesse seraient dus à une IVG clandestine qui a mal tourné. La proportion de grossesses précoces chez les 15-19 ans s'élève à 27,9% alors que pour la région Océan Indien la proportion n'est que de 2 à 3%. La législation malgache interdit l'avortement, sauf en cas de grossesse mettant en danger la vie de la mère ou en cas de malformation du fœtus. La loi sanctionne toute personne contribuant de près ou de loin à l'avortement, ainsi que tout individu en connaissance de l'acte, à une peine allant de 6 mois à 10 ans d'emprisonnement. Les IVG sont pratiquées dans la clandestinité, dans un environnement peu ou non médicalisé. Le risque de complications est plus élevé chez les adolescentes. Tout ceci malgré un libre accès à la contraception et au renforcement de l'éducation sexuelle et des services en matière de santé reproductive.

**06/02 - Malgré les aides extérieures et quelques investissements effectués par le ministère de la santé, 68 centres de santé sont encore fermés.** En 2012, il ne restait plus qu'une quarantaine de centres de santé de base (CSB) fermés sur les 241 recensés début 2011, selon le système des Nations unies, suite à la crise politique de 2009. Les causes de la dégradation de la santé publique sont nombreuses. En premier lieu, l'insuffisance des recrutements de personnels médicaux, le népotisme et la corruption. « *500 personnes partent à la retraite chaque année. Le recrutement effectué n'arrive pas à combler ce gap, faute de postes budgétaires* », explique le professeur John Alberto Bam Razafindrabe, directeur de cabinet du ministère de la santé. L'insécurité ambiante dans les zones reculées comme dans le Grand Sud et l'Ouest fait fuir paramédicaux et médecins. Hery Rajaonarimampianina entend faire de la santé de proximité l'une des priorités de son mandat. Mais la tâche s'annonce titanesque. Outre les centres de santé fermés, beaucoup sont sous-équipés comme certains des nouveaux centres hospitaliers « *manara-penitra* » récemment inaugurés par le président de la Transition et fierté de son régime.

**07/02 - Madagascar classée 2ème en Afrique pour la lutte contre le paludisme.** La Grande île a reçu le prix pour l'excellence de l'Alliance des leaders africains contre paludisme, l'Alma Awards (African Leader Malaria Alliance) 2014 lors du 22ème sommet de l'UA. Les mesures préventives ont permis de faire reculer les risques de morbidité liés à la maladie de façon considérable. Désormais, le paludisme n'est plus parmi les 3 premières causes de consultation auprès des centres médicaux. Il est relégué à la 8ème place, avec

une baisse de 19% de la mortalité infantile. De 2009 à 2013, le nombre des moustiquaires imprégnées d'insecticides (MID) distribués est passé de 1,7 million à 6,2. Grâce à cette opération, l'incidence palustre a pu être diminuée à moins de 2% en 2013 alors que 10 ans plus tôt elle était encore de 14%. Les aspersion intra-domiciliaires (AID) ont également connu une forte croissance. Mais malgré ces avancées notoires, atteindre le taux zéro en 2015 comme le souhaite le nouveau président reste encore un grand défi. « Rien que le changement climatique rend encore difficile la lutte contre la maladie. Le risque de changement du profil épidémiologique n'est pas non plus à écarter », explique le secrétaire général du ministère de la Santé.

## ► **Gouvernance, insécurité, forces armées, justice, réconciliation, prisons**

**01/02 - Le Conseil militaire pour la défense nationale (CMDN) a-t-il encore une utilité ?** *La Nation* en doute. Cette institution, créée par Andry Rajoelina en avril 2009, avait pour mission principale de veiller au maintien de la paix sur le territoire national. Un objectif qui est loin d'avoir été atteint puisque l'insécurité et le banditisme n'ont fait que croître durant la période de Transition. Les munitions détenues par les forces de l'ordre sont mises sur le marché, les 5.000 km de côtes sont non-surveillés, l'armée compte un nombre record d'étoilés, promu dans le seul but de s'assurer de la fidélité des gradés au régime. Pour le quotidien, le CMDN doit être dissout, au même titre que les très contestées FIS qui viennent de l'être par le nouveau président.

**20/02 - Le président, chef suprême de l'armée, a tenu à mettre en exergue l'importance des forces de l'ordre dans le rétablissement de la sécurité et le programme gouvernemental de développement.** Après une longue période de flottement, le nouvel élu a rencontré les 38 généraux nouvellement promus par son prédécesseur. « *Vous êtes la fondation du retour à l'État de droit. (...) Vous êtes également le garant de l'unité nationale* », tel est le message qu'il leur a adressé. Profitant de l'occasion, le président de la République a reformulé ses priorités en matière de sécurité : le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la protection du peuple et de ses biens, la protection des côtes, la sauvegarde de la culture et du patrimoine intellectuel, la défense de la souveraineté nationale, la lutte contre le trafic des richesses de la Grande île et contre la corruption, ainsi que l'amélioration de la formation. Un Haut conseil de la défense nationale (HCDN) sera mis sur pied.

**28/02 - Le rétablissement de la sécurité intérieure constitue une priorité pour l'exécutif.** Dans ce cadre, le gouvernement a indiqué qu'« *une rencontre avec les partenaires dans le domaine de la surveillance, ainsi que des technologies de l'information et de la communication sera organisée de manière urgente et ce afin d'utiliser la télésurveillance par géolocalisation* ». Le gouvernement a également annoncé l'installation par les opérateurs téléphoniques d'un système de renvoi d'alerte aux commissariats de police les plus proches afin d'accélérer et rendre plus efficaces les investigations après des actes de malveillance dont est victime la population. L'exécutif précise que « *l'apport des caméras de surveillance et des opérateurs sera encouragé pour permettre l'exploitation à bon escient de ces matériels* ». La Jirama est rappelée à l'ordre : elle se doit d'assurer la fourniture d'électricité sur les réseaux d'éclairage public. Des achats d'équipements militaires sont annoncés, notamment des hélicoptères pour les forces de maintien de l'ordre.

**04/02 - Enquête sur l'attentat à la grenade : Alain Ramaroson, membre du CST et président de la commission de Sécurité et Défense, convoqué par les enquêteurs.** Des indiscrétions ont permis de savoir que sa convocation était notamment liée à sa présence immédiate à l'hôpital quelques instants seulement après l'explosion qui a fait trois morts et de nombreux blessés. Avant cette convocation, seuls cinq militaires, chargés de la sécurité de Jean-Louis Robinson durant sa campagne électorale et appartenant au camp du 1er RFI d'Ivato, ont été entendus. Alain Ramaroson souligne qu'il figurait parmi ceux qui ont lutté contre ce genre d'attentat au début de la Transition et qu'il a ainsi l'expérience nécessaire pour aider les autorités. Les forces de l'ordre émettent désormais l'hypothèse que la grenade aurait dû être lancée à l'intérieur du stade où se tenait la cérémonie d'investiture. Lorsque le terroriste s'est rendu compte que les forces de l'ordre procédaient à une fouille aux entrées, il a fait marche arrière et déposé l'engin à l'extérieur pour s'en débarrasser. Son explosion aurait été accidentelle.

**Affaire du vol de 5.000 munitions à la BANI d'Ivato :** les militaires mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt à la maison centrale d'Antanimora puis consignés dans leur camp. Leur procès devrait se tenir le 10 février. Le ministère de la Justice dément qu'un commando du 1er RFI soit venu à Antanimora pour libérer leurs frères d'arme. Leur mise en liberté provisoire aurait été décidée de manière régulière. Ces militaires avaient été frappés d'une décision de détention préventive à Tsiafahy, puis transférés au 1er RFI sur intervention d'un chef de camp, avant d'être reconduits à Antanimora.

**23/02 - Les fuites d'armes ne peuvent provenir que des forces de l'ordre elles-mêmes.** Elles ont été favorisées par la crise de 2002 et la période de Transition, selon le chef du service des relations publiques

de la gendarmerie nationale. Une commission spéciale constituée par l'armée, la police nationale et la gendarmerie a été mise sur pied pour enquêter sur ces fuites et la circulation illicite d'armes.

**06/02 - Appréhendé par le fokonolona, un jeune homme de 22 ans a été brûlé vif à Ambilobe.** En cavale après avoir détroussé avec ses trois comparses un opérateur minier, il a été appréhendé dès le lendemain. La victime a été délestée de 18 millions Ar en or avant d'être tabassée à mort. Les forces de police ne se sont pas intervenues par crainte de représailles.

**18/02 - Trois suspects lynchés à mort par un fokonolona près d'Ambositra.** Les trois individus qui dirigeaient une attaque contre un foyer sont tombés dans les griffes d'une foule déchaînée. Informés de cette vindicte populaire, le poste avancé de la gendarmerie n'a pu que dresser le constat de ce règlement de compte.

**09/02 - Les forces de l'ordre abattent 15 dahalo dans le Sud-Est du pays.** Selon la gendarmerie, une centaine de bandits sont venus voler près de 200 bœufs dans plusieurs communes isolées à 45 kilomètres au sud de Vangaindrano. Encerclés, ils auraient pris en otage deux villageoises qu'ils auraient ensuite exécutées. Deux habitants ont été abattus. Les gendarmes affirment que cette horde de voleurs venait de la région du célèbre Remenabila, bandit mythique désigné ennemi public numéro 1 il y a deux ans. C'est lui qui avait été à l'origine de l'embuscade où une dizaine de militaires avaient perdu la vie. Son repaire est localisé dans des villages isolés du district de Befotaka et les forces de l'ordre affirment préparer une « opération de grande envergure » dans les semaines à venir.

**11/02 - Insécurité préoccupante à Befotaka-Sud, où les dahalo font la loi.** « Des bandits qui se déclarent être des milices, ainsi que Remenabila, chef dahalo, sèment la terreur », lâche un natif du district. « Vêtus de tenues militaires, ils ont insufflé la terreur dans certains villages, la semaine passée. Les malfaiteurs déclarent eux-mêmes le couvre-feu. Les villageois, victimes de les croiser la nuit, sont soumis à des fouilles et sont détroussés », déplore-t-il. L'éloignement, voire l'inexistence de postes de gendarmerie, ou de campements des forces armées, favoriserait ce phénomène. « Il faut aller chercher les éléments des forces de l'ordre à chaque fois que ces bandits frappent. De surcroît, il faut les prendre en charge, ce qui pose un problème réel, du fait que le prix du kilo du riz culmine jusqu'à 4 000 Ar en cette période de soudure », ajoute-t-il.

**22/02 - Les forces de l'ordre ont la gâchette trop facile, déplore La Nation.** « Normalement, les forces de l'ordre n'ont le droit de recourir à l'usage des armes à feu qu'en cas de légitime défense ou en cas de réquisition d'une autorité administrative », rappelle le général de gendarmerie, à la retraite, Guy Ratrimoarivony. « En principe, conformément aux droits humanitaires internationaux, tout autre usage d'armes à feu dans d'autres circonstances peut être considéré comme abusif », poursuit-il. Or au cours des derniers temps, de nombreux cas d'usage d'armes à feu non justifiés ont défrayé la chronique, notamment dans des délits de fuite. « D'une façon ou d'une autre, c'est une nouvelle forme de peine capitale qui est mise en pratique. Pourtant, Madagascar vient de ratifier le traité international pour l'abolition de la peine de mort », rappelle le quotidien. Les exécutions sommaires à travers la justice populaire se multiplient, tandis que, parallèlement, les forces de l'ordre ont tendance à recourir trop aisément aux armes à feu. « Le respect de la vie humaine doit avoir une place prépondérante dans le métier des forces de sécurité », explique un pasteur. Certains évoquent également des carences dans la formation des forces de l'ordre.

**11/02 - Le général Richard Ravalomanana justifie le non-respect des droits de l'homme durant la période de transition.** Le retour à l'ordre constitutionnel et à l'Etat de droit exige selon lui de réviser les pratiques des forces de l'ordre. « Je vous donne un exemple : nous pouvions abattre 20 dahalo pendant la Transition, cela ne posait aucun problème, car l'enjeu était la sortie de crise. Mais maintenant, pouvons-nous encore le faire dans le contexte de retour à l'ordre constitutionnel et du respect des droits de l'homme ? », déclare-t-il à Tananews. Le commandant de la gendarmerie nationale justifie ainsi l'importance de la rencontre avec Hery Rajaonarimampianina qu'il appelle de ses vœux.

**13/02 - Madagascar est au 10ème rang des pays qui figurent dans la liste noire des destinations déconseillées aux touristes par le département des affaires consulaires des Etats-Unis,** notamment à cause de l'insécurité et des cas de violence contre les touristes.

**14/02 - Selon Midi, le Quai d'Orsay aurait exigé le limogeage des autorités concernées par le lynchage de deux Français à Nosy Be.** Une mesure qui aurait déjà été partiellement appliquée avec le limogeage du chef de district et de cinq hauts responsables de l'administration locale. Dans le cadre de cette affaire, et à ce jour, 60 personnes ont été interpellées, dont 35 ont été placées sous mandat de dépôt à la Maison de Force de Tsiafahy.

**05/02 - Le CRM lance un appel à la communauté internationale pour que soit mis en place le Fonds National de Solidarité prévu par la feuille de route.** Ce fonds, destiné à indemniser les victimes des événements politiques de la période 2002-2011, devrait être abondé par l'Etat et les bailleurs de fonds. Il appartient au CRM de définir la nature et la valeur des indemnisations à attribuer. Les opérateurs économiques figureront parmi les bénéficiaires naturels, mais aussi des personnalités politiques et militaires amnistiées. « *L'amnistie est incomplète sans indemnisation* », souligne le général Sylvain Rabotoarison. Marc Ravalomanana figure parmi les requérants de l'indemnisation, bien qu'il ait toujours évité le sujet de l'amnistie en maintenant qu'il est innocent des crimes qui lui sont imputés. Il demande réparation pour ses biens détruits le 26 janvier 2009 mais aussi une compensation pour le manque à gagner au cours des années durant lesquelles les sociétés du groupe Tiko ont été empêchées de reprendre leurs activités. La feuille de route limite cependant les indemnisations aux faits qui se sont produits avant le 15 septembre 2011, date de signature du document. L'exilé d'Afrique du Sud compte sur la SADC pour soutenir ses demandes et a adressé une lettre en ce sens au président en exercice de la Troïka. La valeur des dégâts engendrés par la crise de 2002 et les événements de 2009 se chiffrerait à plus de 400 millions de dollars. Le général Sylvain Rabotoarison prévient toutefois que les procédures d'obtention de cette contribution internationale prendront beaucoup de temps, voire des années. Par ailleurs, la mission de médiation de la SADC prenant fin en 2014, Madagascar devra alors conduire seul ses lobbyings pour amener les partenaires étrangers à soutenir ce fonds.

**05/02 - Le Conseil de réconciliation malgache (CRM) mis en place par la feuille de route tente de reprendre du service avec le nouveau régime.** Jusqu'ici, il n'a pas fait la démonstration de son efficacité, juge sévèrement *La Nation*. Les 44 membres de l'institution auraient pour ambition de voir leur mission prolongée dans le cadre du programme de réconciliation nationale que le nouvel élu déclare vouloir inaugurer. Le quotidien juge la manœuvre opportuniste et peu crédible. L'honnêteté de certains de ses membres est régulièrement mise en doute. Depuis sa prise de fonction, le CRM a reçu 91 dossiers de demande d'amnistie. Parmi ceux-ci, 27 ont obtenu satisfaction.

**14/02 - Réconciliation nationale : le CRM ne fait pas l'unanimité.** Dans le cadre de la feuille de route, le Conseil national de réconciliation est l'organe officiel chargé de la réconciliation nationale après l'achèvement du processus électoral. Si la majorité des acteurs politiques sont favorables à cette démarche, le point d'achoppement concerne l'organe qui en sera chargé. Pour le SeFaFi, la question est posée. « *Faut-il s'en tenir au Conseil national de réconciliation, dont les compétences et la volonté d'aboutir sont sujettes à caution ?* », s'interroge-t-il dans son dernier communiqué<sup>4</sup>. Le nom du FFKM revient sur toutes les lèvres, tout comme ceux d'organismes internationaux comme la communauté romaine de Sant'Egidio ou les Elders<sup>5</sup>, mentionnés par l'Observatoire de la vie publique.

Selon *Les Nouvelles*, les partenaires internationaux seraient à la recherche de « *l'oiseau rare* » qui pourrait conduire, ou tout au moins, chapeauter le processus de réconciliation nationale. Plusieurs noms circulent mais aucune des personnalités consultées n'aurait encore répondu par l'affirmative. « *Il faut en tout cas éviter que les organismes internationaux versent de nouveau dans la surenchère comme lors de médiation dans la crise politique malgache* », soutient pour sa part le SeFaFi.

**15/02 - Le Club Développement et Ethique (CDE) suggère la relance du processus de réconciliation du FFKM.** Pour le Club, c'est le meilleur moyen d'éviter de nouvelles crises politiques et leurs dérives extra-constitutionnelles. En ce qui concerne la nomination du nouveau premier ministre, et toujours dans le souci de prévenir une nouvelle crise institutionnelle, il propose « *une alliance entre Mapar, la mouvance Ravalomanana et le VPM-MMM* », offrant au parlement une majorité absolue et la constitution d'un gouvernement stable pour conduire le pays vers le décollage économique.

**13/02 - Liberté de presse : Madagascar gagne 7 places dans le classement de RSF.** La Grande île se situe à la 81<sup>ème</sup> place sur 180. Sur une échelle de un à cinq, RSF indique que la presse malgache se situe au niveau trois, dans une situation à « *problèmes sensibles* ». Le ministre de la Communication, Harry Laurent Rahajason, personnalité controversée, se félicite de ce progrès et en profite pour tirer à boulets rouges sur ses détracteurs. Il se targue d'avoir été maintenu à son poste par le nouveau pouvoir, dans l'attente de la formation du nouveau gouvernement.

**20/02 - Surpopulation carcérale : 21.000 détenus pour une capacité de 10.000 personnes dans 82 centres de détention. En moins d'un an, les établissements ont accueilli plus de 2.000 nouveaux détenus.** Mis à part ce problème de sureffectif, l'administration pénitentiaire redoute des risques accrus d'évasion en raison de la vétusté des infrastructures. « *L'administration pénitentiaire a besoin d'une*

<sup>4</sup> Cf. Blog Justmad - <http://p0.storage.canalblog.com/06/40/448497/93803103.pdf>

<sup>5</sup> The Elders ou Global Elders (anglais, signifiant « les anciens », ou « sages », « universels ») est une organisation non gouvernementale regroupant des personnalités publiques reconnues comme Homme d'État, activiste politique pour la paix et avocats des droits de l'homme rassemblés par Nelson Mandela en 2007.

*grande réforme* », martèle le directeur général de l'administration pénitentiaire. Selon lui, « *il est grand temps de réhabiliter les infrastructures existantes et de construire de nouveaux bâtiments carcéraux suivant les normes internationales. Sinon, la résolution du problème d'insécurité, le respect du droit de l'homme et l'instauration de l'Etat de droit dans le pays ne seraient qu'illusoire* ». Ce sureffectif rend les conditions de détention inhumaines et constitue une menace de propagation d'épidémies. Le CICR a mis en œuvre une stratégie de prévention de la peste en milieu carcéral. « *Pour protéger la population carcérale, il est important de lutter contre la propagation des rats dans les prisons* », déclare son délégué régional, Christophe Vogt. 1.600 rats ont été capturés lors d'une campagne effectuée en 2012 par le CICR dans quelques maisons de force (Antanimora, Tsiafahy, Mananjary, Farafangana, Mahajanga...). En octobre 2013, la prison d'Antanimora a bénéficié de cette campagne.

## ► Droits des femmes et des enfants, esclavage moderne

**01/02 - La dépouille d'une employée de maison rapatriée 7 mois après son décès au Koweït. Un autre corps attend son rapatriement.** Le cercueil de la travailleuse de 33 ans a été rapatrié sur un vol d'Air France. La responsable de l'agence de placement ainsi que le chargé d'affaires de Madagascar en Arabie Saoudite et au Koweït, Audoux Septime Fierenana, sont venus accueillir la dépouille. Ils déclarent que « *Haingotiana est morte d'un arrêt cardiaque* », sans pouvoir fournir la confirmation du corps médical. Avant ce séjour d'un an au Koweït, la jeune femme aurait travaillé 3 ans comme domestique au Liban. Le chargé d'affaires affirme que l'employeur de la défunte a beaucoup contribué à son rapatriement, dont les frais se sont élevés à 16 millions Ar, ainsi qu'aux frais de la morgue depuis son décès. Un autre corps est en attente de rapatriement depuis novembre. Environ 1.500 femmes malgaches travaillent actuellement en Arabie Saoudite et au Koweït, où elles espèrent trouver l'eldorado... En 2013, le gouvernement de la Transition avait mis en place un comité interministériel pour suivre de près cette affaire d'émigration des « *petites bonnes* » dans les pays du Golfe. Jusqu'à maintenant aucune action concrète n'a été menée par ce comité. Certaines femmes parviennent toujours à quitter le pays par des moyens détournés.

**19/02 - L'État donne le feu vert à l'envoi de domestiques à destination de Hong Kong.** Une agence de placement de la capitale recrute des femmes de 20 à 35 ans pour divers travaux (ménage, babysitting, aide aux personnes âgées et/ou handicapées). Le contrat est de deux ans et renouvelable. Avant de partir, l'agence promet quatre mois de formation à l'anglais et à la langue locale. Les travailleuses seront régies par le code du travail de Hong Kong, selon le directeur général de l'emploi, du travail et des lois sociales, qui tient à rassurer : Hong Kong fait partie des pays qui appliquent les conventions internationales, il n'y a pas de risque de maltraitance comme dans les pays du Golfe et le Liban. Il rappelle que « *l'envoi des travail-leurs dans les pays du Golfe est toujours suspendu* ».

**20/02 - Décès suspect d'une domestique de 33 ans expatriée en Arabie Saoudite.** La famille demande une autopsie. Partie en mars 2013, elle serait décédée, selon les informations reçues par le ministère des affaires étrangères. L'agence de placement aurait changé d'adresse et ne serait plus joignable. Dans son dernier contact téléphonique avec sa famille elle avait fait état de menaces de mort. Ses demandes de rapatriement seraient restées sans suite. Le syndicat professionnel des diplômés en travail social (SPDTS) accompagne la famille. Le nombre des victimes de la « *traite* » dans le pays du Golfe ne cesse de gonfler, selon la responsable du syndicat, Norotiana Jeannoda, qui déplore que les plaintes déposées n'aboutissent pas.

**13/02 - L'UE octroie 227.000 euros pour combattre la faible représentation féminine dans les communes.** Le projet « *Femmes et élections communales* » de l'ONG Genderlinks, basée en Afrique du Sud, qui vise à impliquer davantage les femmes malgaches dans la vie publique ainsi que dans les prises de décision, a été officiellement lancé. Déployé sur deux ans dans 4 régions, il compte préparer 640 femmes en vue des prochaines élections communales ou leur permettre d'intégrer les administrations communales avec des compétences de gestion. Le projet est financé par l'UE à hauteur de 227.000 euros. Sur les 1.549 communes que compte Madagascar, on dénombre seulement 4% de femmes maires et 6% de femmes conseillères municipales.

**20/02 - Le ministère de la population et des affaires sociales veut enfin prendre à bras le corps la problématique de l'exploitation sexuelle des enfants et impliquer les plus hauts dirigeants dans la lutte contre ce fléau.** Pour incarner la lutte, le ministère a choisi de solliciter la nouvelle première dame, Voahangy Rajaonarimampianina, à s'engager personnellement à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre (date anniversaire de la signature de la Convention internationale des droits de l'enfant). Des affaires d'exploitation sexuelle d'enfants avaient défrayé la chronique à l'époque où la nouvelle présidente de l'assemblée nationale, Christine Razanamahasoa, était ministre de la justice. Elle n'avait pas voulu intervenir dans la gestion des dossiers d'exploitation sexuelle d'enfants qui impliquaient certaines personnalités politiques, notamment un parlementaire. *L'Express* formule le souhait que dans ses

nouvelles fonctions elle puisse agir plus efficacement. Elle pourrait même contribuer à faciliter la poursuite des enquêtes qui avaient peut-être dû être abandonnées sous la Transition pour des raisons politiques.

**27/02 - Boeny : des enfants âgés de 3 à 4 ans dans les carrières.** Des enfants sont initiés à la casse de pierres dès l'âge de 3 à 4 ans dans les carrières de granit à Belobaka-Mahajanga. Les personnes qui travaillent dans ces carrières gagnent environ 5.000 Ar par semaine (1,70 €).

## **ECONOMIE – SOCIAL - ENVIRONNEMENT**

### ▶ **Ressources minières**

**05/02 - Madagascar recule dans le classement des destinations des investissements miniers. La mauvaise gouvernance pointée du doigt.** Selon le classement de Fraser Institute dans sa publication annuelle «*Survey of Mining companies*», la Grande île passe de 46ème sur 79 en 2010-2011, année de sa première intégration dans la liste, à 52ème sur 93 en 2011-2012, et enfin à 90ème sur 96 en 2012-2013. Une situation sans surprise pour les acteurs intervenant dans le secteur. Des compagnies minières déjà implantées ont été pénalisées par le gel de contrats de transfert et de transformation. Certains investisseurs se sont plaints d'être victimes de racket durant la période de Transition. «*La corruption et le racket ont dominé à ce moment-là. Ces fléaux ont touché le secteur minier, mais aussi d'autres secteurs porteurs* », affirme un investisseur. Pour Maplecroft, autre institution de référence pour les investisseurs et les intervenants miniers, Madagascar fait partie des pays à risque élevé, juste après les pays à risque extrême que sont les pays en guerre comme la RCA, l'Irak ou la Syrie. Le classement inclut les risques à court terme tels l'absence d'État de droit, les violences politiques, la stabilité politique ou le niveau de préparation en termes d'infrastructures. Pour l'Alliance Voahary Gasy, qui espère le rétablissement rapide de l'État de droit, les compagnies qui s'implantent devront être légales et se soumettre à la responsabilité sociétale et environnementale. Les compagnies chinoises sont particulièrement visées par le non-respect des réglementations.

### ▶ **Filière bois de rose<sup>6</sup>**

**01/02 - L'AVG appelle le nouveau président à concrétiser sa volonté de mettre en place un État de droit et à protéger les côtes.** L'organisation de protection de l'environnement déplore la persistance des exportations frauduleuses de bois de rose dans les régions Analanjirofo et Sava. Elle revendique la mise en œuvre effective de la protection des côtes pour laquelle les partenaires financiers de Madagascar ont débloqué des fonds. L'AVG demande également que les ministères de la justice et des forces armées, ainsi que la gendarmerie, s'impliquent davantage dans cette lutte, notamment au niveau local. La plate-forme avance en effet que des chargements de camions et de bateaux se font sous les yeux des autorités locales. Les dénonciations des habitants et riverains restent sans suite. Ils affirment que les trafiquants, souvent des ressortissants chinois, sont identifiés mais restent intouchables. Six ports secondaires servent à la poursuite de ces trafics. Une partie des stocks saisis et placés dans des lieux sûrs a été déjà vendue et exportée. Or, aucune vente des stocks saisis et sécurisés dans des camps militaires ne peut avoir lieu tant que les travaux du comité de pilotage chargé de toutes les démarches légales pour cette vente n'auront pas abouti. Leur commercialisation devra respecter la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

**06/02 - Le nouveau président s'engage personnellement contre le trafic de bois de rose.** Lors d'une importante réunion de travail réunissant tous les services concernés, Hery Rajaonarimampianina a appelé à ce que «*toutes les institutions puissent accorder leurs stratégies* » pour mettre fin aux «*pillages des richesses nationales* ». Il se dit déterminé à diriger personnellement ce combat et dénonce des défaillances des services de l'État. Les États-Unis «*saluent tout effort de lutte contre le trafic de bois de rose et la destruction du patrimoine de Madagascar* ».

**11/02 - Afin de présenter également le bois de rose malgache en Chine, les trafiquants font transiter leur marchandise dans certains pays d'Afrique de l'Est.** Les trafiquants ont trouvé le moyen de contourner l'embargo décidé par les autorités auprès de la Cites. Plusieurs sources concordantes confirment que la destination finale est bien la Chine mais c'est au cours de l'itinéraire pris par les cargaisons que la situation a évolué. Au lieu de passer par les ports officiels malgaches, les rondins sont embarqués dans des ports naturels du district d'Antalaha. Ils sont transportés par des boutres depuis la côte jusqu'à de grands bateaux ancrés au large. Les rondins transitent alors par des pays de l'Afrique orientale. Ce circuit a été évoqué lors

<sup>6</sup> Cf. Blog Justmad - <http://p3.storage.canalblog.com/33/81/448497/93880802.pdf>

Le journaliste Jeannot Ramambazafy, thuriféraire du régime de Transition, met au défi le nouveau président, ancien ministre des Finances d'Andry Rajoelina, d'éradiquer le trafic de bois de rose qui a fait florès durant toute cette période.

d'une récente réunion sur le bois de rose entre Hery Rajaonarimampianina et les membres du comité de pilotage.

**15/02 - Une cargaison de 6 conteneurs remplis de 781 rondins de bois de rose en provenance de Madagascar, pesant 110 tonnes, a été interceptée à Zanzibar il y a près d'un mois.** La saisie a été effectuée dans le cadre de l'Opération Cobra II, une initiative internationale de lutte contre le commerce illégal des espèces sauvages. Cette cargaison appartiendrait à un lot plus important composé de 2.777 rondins. Les 1996 autres sont introuvables et il est probable qu'ils aient déjà quitté Zanzibar. Le secrétariat de la Cites a été informé de cette prise et encourage la mise sur pied d'une enquête conjointe entre Madagascar et Zanzibar. Cette importante prise confirme l'existence d'une filière de blanchiment du bois de rose en Afrique de l'Est, sur la route qui conduit les cargaisons en Asie. Une liste de personnes impliquées aurait déjà été remise à Hery Rajaonarimampianina. « *Osera-t-il s'attaquer aux gros poissons qui y figurent ?* », s'interroge *L'Express*.

**12/02 - L'Etat mobilise la coopération internationale en vue de récupérer les bois de rose exportés qui ont échappé à son contrôle dans ses eaux territoriales.** Le conseil de gouvernement a décidé de faire appel à la coopération régionale afin de dissuader et d'arraisonner les bateaux transportant les bois de rose localisés en dehors de la ZEE. La sécurisation des zones côtières, notamment entre Vohémar et Mananara-Nord, sera renforcée par le biais de la surveillance satellitaire et de la mobilisation du bateau de surveillance « *Tendrimaso* ». Tous les ministères seront mobilisés. Les chefs de région et les chefs de district sont également tenus de prendre leurs responsabilités en cas de suspicion de trafics dans leur circonscription. La mise en œuvre de ce plan d'assainissement sera appliquée, dit-on, avec sévérité. La population locale résidant dans les régions d'origine des bois précieux est invitée à adhérer au processus. Les partenaires techniques et financiers s'engagent de leur côté à mettre en place des mesures d'alternative économique et des filets de sécurité en faveur des couches vulnérables qui sont totalement dépendantes de ces trafics. Les autorités veulent désormais appliquer à la lettre l'ordonnance du 8 août 2011 qui sanctionne les personnes impliquées dans le commerce illégal de bois de rose d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, par le biais d'une juridiction spéciale, mais également d'une amende équivalente au double du montant de la valeur saisie. Mais la juridiction spéciale n'a jamais vu le jour et les recettes de l'État sont restées désespérément vides des amendes à percevoir. L'ordonnance de 2011 vient aussi en complément d'un décret promulgué le 31 mars 2010 et qui interdit la coupe et le commerce de bois de rose et d'ébène.

**14/02 - « Le trafic a pris une échelle démesurée depuis la déclaration de guerre du président Hery Rajaonarimampianina », s'alarme Tananews.** D'Antalaha à Taolagnaro, en passant par Mananara Nord, l'acheminement des rondins est passé à la vitesse supérieure. 2 bateaux ont quitté Mananara Nord, 5 autres se préparent à quitter les côtes de la Sava et 3 s'activent à Taolagnaro. Ce seraient au total pas moins de 6.000 tonnes de bois de rose qui ont été embarquées à bord de ces navires. L'acheminement terrestre a abandonné les circuits habituels et se fait à travers les zones rurales où les éléments des forces de l'ordre se font rares. Dans certains cas, les convoyeurs n'hésitent pas à payer les villageois sur leur passage pour se faire aider. Le site se demande si le président aura les moyens de faire appliquer ses directives tant que les responsables étatiques compromis n'auront pas été démis de leurs fonctions. *Midi* affirme que la position intransigeante adoptée par le président lui a été imposée par la communauté internationale, notamment la Banque mondiale.

**15/02 - L'État mobilise d'importants moyens pour intercepter les bateaux des trafiquants de bois de rose. Une vaste opération maritime a été lancée,** un navire aurait déjà été intercepté au large de Mananara Nord. Il s'agirait d'un caboteur battant pavillon malgache et appartenant à un opérateur malgache. Il allait se rendre à Toamasina lorsqu'il a été intercepté dans la baie d'Antongil par le navire Tendromaso, appartenant au Centre de surveillance de pêche. D'autres bateaux seraient encore en train d'être traqués.

**19/02 - Une nouvelle route du bois de rose mise à nu.** Pillés dans des réserves naturelles, 53 rondins de bois de rose ont été interceptés à Nosy Varika. Après avoir flotté sur 70 km dans le canal des Pangalanes, cette cargaison, interceptée dans l'embouchure d'un fleuve, allait être chargée sur un caboteur qui devait rejoindre un navire stationné au large. Le fokonolona assure le gardiennage de la prise.

**Les contrats avec les prestataires qui vont réaliser les études sur le bois de rose, financées par la Banque mondiale, sont signés.** À travers le financement additionnel du programme environnemental PE III, trois études porteront sur le cadre juridique du secteur de l'exploitation forestière, l'évaluation de la faisabilité et de la mise en sécurité des stocks illégaux, la méthode d'élimination des stocks y compris les modalités et les conditions d'une possibilité de vente aux enchères. Ce fonds servira aussi à financer la vente des bois saisis et confisqués. La durée de chaque étude est estimée à quelques semaines.

**21/02- Une cargaison de bois de rose de 25 tonnes a été découverte sur un bateau à Belo-sur-Mer** (côte Ouest). Le bateau avait été contraint d'y accoster à cause d'une tempête tropicale. 250 rondins ont été saisis les jours suivants dans ce port et deux autres bateaux ont également été repérés au large.

**26/02 - Treize ressortissants étrangers, dont des Tanzaniens, des Mauriciens et des Sri-lankais, ont été arrêtés à Fénérive Est après une tentative d'exportation illicite de 2.035 rondins de bois de rose.** Ils ont commencé à jeter les rondins à la mer lorsque leur bateau est tombé en panne, avant d'être intercepté par les forces de l'ordre.

**28/02 - Interdiction de sortie du territoire infligé à Mamy Ravatomanga, businessman appartenant au premier cercle d'Andry Rajoelina.** Selon une TV de la capitale, les raisons seraient liées à une enquête pour blanchiment d'argent et exportation illicite de bois de rose. *Tribune* se réjouit de cette mesure et rappelle que le Tangalamena Patrick Zakariasy, qui, à l'époque, avait eu le courage de dénoncer ces faits, avait été jeté en prison. Mamy Ravatomanga avait porté plainte et fait emprisonner son accusateur, sous prétexte de diffamation.

## ► Environnement

**01/02 - Des milliers de reptiles morts en provenance de Madagascar découverts à l'aéroport de Johannesburg.** Ces animaux étaient en route pour les Etats-Unis. Ces centaines de grenouilles, caméléons, lézards, geckos et autres crapauds sont restés au moins cinq jours sans eau ni nourriture. Une trentaine d'espèces exotiques, dont certaines protégées, endémiques et en voie de disparition. Des organisations sud-africaines de défense des animaux ont demandé à ce qu'une enquête soit menée. Une ONG de défense de la diversité attend du nouveau pouvoir à Madagascar s'attaque aux dérives constatées depuis plusieurs années.

**03/02 - Microsoft et Zoo de Zurich achètent du carbone du complexe forestier Makira-Masoala.** Leurs dirigeants doivent se rendre à Madagascar pour remettre le prix d'achat de 140.000 tonnes de carbone capturées dans ce secteur, soit l'équivalent de 400.000 dollars. Le contrat conclu avec l'État en décembre a une durée de trois ans. Il a trait à la préservation de l'environnement à titre de contribution à la lutte contre l'effet de serre. D'après les explications du secrétaire général du ministère de l'Environnement, le complexe Makira-Masoala emmagasine annuellement 800.000 tonnes de carbone, selon l'évaluation effectuée par des sociétés spécialisées. Cinq parcs sont actuellement en cours d'évaluation dans le pays. Le chèque annoncé sera réparti à raison de 50% pour les communautés de base, 20% pour le ministère de l'environnement, 20% pour les opérateurs et acteurs dans la défense de l'environnement. 5% seront retenus pour les frais d'administration et 5% pour les achats d'équipements destinés au parc.

**25/02 -La menace des exploitations minières artisanales à l'intérieur des aires protégées a pris de l'ampleur ces quatre dernières années.** Plus de 500.000 personnes sont concernées par ces exploitations illicites, selon le ministère de l'environnement et des forêts. 92 aires protégées sur une surface forestière de 6 millions d'hectares sont menacées. Poussées par la nécessité, ces exploitants ne sont généralement pas conscients des effets dévastateurs de leurs activités.

## ► Bailleurs de fonds

**02/02 - Haleh Bridi, directrice des opérations de la Banque mondiale dans l'Océan indien : le retour à l'ordre constitutionnel ouvre la voie au retour des bailleurs de fonds.** Dans une interview à RFI<sup>7</sup>, elle se réjouit que l'élection de Hery Rajaonarimampianina ait été saluée par la communauté internationale. Le nouveau président, venu au sommet de l'UA, propose l'organisation d'une conférence des donateurs pour Madagascar d'ici à 3 mois. « *Une très bonne idée* », selon Haleh Bridi, directrice des opérations de la Banque sur la Grande île. Elle suggère même que cette conférence des bailleurs soit jumelée à une conférence des investisseurs pour multiplier les partenariats public-privé.

**03/02 - La Banque mondiale précise que l'enveloppe destinée à Madagascar ne sera que de l'ordre de 200 millions de dollars,** contrairement aux pics des financements qui atteignaient les 600 à 650 millions de dollars avant la crise politique de 2009. La Banque attend en effet que le nouveau gouvernement démontre sa capacité d'absorption et d'utilisation à bon escient de la première enveloppe accordée. Son responsable de la communication a tenu à préciser que le fait d'avoir un nouveau président élu ne veut pas dire que les

7

Cf. [http://telechargement.rfi.fr.edgesuite.net/rfi/francais/audio/modules/actu/201402/Cap\\_ocean\\_indien\\_02\\_02\\_Madagascar\\_Banque\\_mondiale\\_Bridi.mp3](http://telechargement.rfi.fr.edgesuite.net/rfi/francais/audio/modules/actu/201402/Cap_ocean_indien_02_02_Madagascar_Banque_mondiale_Bridi.mp3)

financements seront automatiquement rétablis. La procédure de négociation qui doit s'instaurer avec le nouveau pouvoir devra reposer sur un « *document cadre* » comme l'ancien MAP ou DSRP, jugé suffisamment crédible par l'institution.

**16/02 - Financements étrangers : tout se joue autour du prochain ministre des Finances.** « *Vous voyez un mélange de jubilation et d'inquiétude des bailleurs de fonds. Nous traitons avec de gros financements potentiels, donc, ce n'est pas que nous voulons influencer le processus, mais nous aimerions savoir qui sera le ministre des Finances* », déclare Mme Haleh Bridi, directrice des opérations de la Banque mondiale pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles, au sujet de la conjoncture malgache. Pour *Tananews*, ces propos confirment bien le fait que la communauté internationale a mis en avant des conditionnalités à la reprise des aides et qu'elle sera très attentive à la composition de la nouvelle équipe gouvernementale. Haleh Bridi croit en un avenir prospère pour Madagascar. « *Madagascar peut récupérer très vite. Il ne peut que remonter. D'autres pays, comme la Chine et la Thaïlande, l'ont fait avec un bon leadership du dévouement. Ce pays peut aussi le faire* », a-t-elle lancé. Pour y parvenir, la Grande île doit se maintenir sur une croissance économique d'au moins 7% pendant 10 années et éviter la survenue de nouveaux cycles de crise institutionnelle. « *Il faudrait la garantie de la cessation de l'ingérence des militaires dans la politique* », a pour sa part indiqué Cassam Uteem du Centre Carter. « *Il faudrait également que cesse le scénario sordide post-électoral où le gagnant saisit tous les biens du perdant et le pousse à l'exil, en attendant que les proches de ce perdant fomentent des mouvements anticonstitutionnels* », a-t-il ajouté.

**11/02 - Reprise de contacts avec l'UE.** En marge du sommet de l'UA à Addis-Abeba le 30 janvier, Hery Rajaonarimampianina a pu s'entretenir avec le commissaire européen au développement, Andris Piebalgs. Cette rencontre, facilitée par Irchad Razaaly, un diplomate français d'origine malgache (précédemment en poste en Afrique du Sud) et membre du cabinet du commissaire, a permis aux deux interlocuteurs d'aborder la question du calendrier de la reprise de l'aide de l'UE à Madagascar. La Commission européenne travaille sur une enveloppe d'aide à Madagascar d'environ 70 millions d'euros et sur la levée de l'article 96 de l'accord de Cotonou qui impose toujours des « *mesures appropriées* » à l'encontre d'Antananarivo. Les élections de fin 2013 ont en effet été jugées conformes aux standards internationaux « *acceptables* ». Les membres de l'équipe du nouveau président souhaiteraient que l'enveloppe du 11ème FED (période 2014-2020) soit équivalente à celle du 10ème, d'un montant de 577 millions euros.

**12/02 - Une mission du FMI est arrivée à Madagascar.** Aucune communication officielle n'est attendue sur l'objet et l'issue de cette mission, qui se veut discrète. Selon certaines explications, la Grande île est encore officiellement sous la sanction du FMI suite à la décision de son conseil d'administration de décembre 2008<sup>8</sup>. « *Il appartiendra au conseil d'administration dans lequel siègent tous les pays membres de prendre une décision pour la levée de cette sanction. Ce conseil siège régulièrement mais on ne sait pas encore quand il se penchera sur le cas de Madagascar* », explique une source. Au stade actuel, le seul blocage possible qui pourrait retarder cette levée de sanction est de nature politique. Même si, officiellement, le FMI se fonde exclusivement sur les questions techniques, il n'est pas à écarter que des conditionnalités politiques entrent en ligne de compte. Des pays influant au sein du conseil pourraient, par exemple, être exigeants sur des questions comme le respect des droits de l'homme et les mesures d'apaisement, avec tous les sujets qui y sont liés comme le retour au pays de Marc Ravalomanana, note *L'Express*.

**24/02 - Le Conseil des ministres du Comesa réuni à Kinshasa signe le retour de Madagascar sur la scène internationale.** Le dernier conseil des ministres du marché commun pour l'Afrique orientale et australe qui s'est tenu les 22 et 23 février a enregistré l'intention de Madagascar de s'impliquer dans le fonctionnement de l'organisation et de bénéficier des actions engagées dans le cadre du programme « *Mécanisme d'appui à l'intégration régionale* ». La délégation malgache a plaidé pour que les études et des politiques du Comesa permettent aux pays insulaires comme Madagascar, les Seychelles ou les Comores de bénéficier davantage de l'intégration régionale. L'International Trade Board of Madagascar (ITBM) souligne que les flux commerciaux au sein du marché du Comesa ne représentent que 3% pour Madagascar. Jusqu'ici, les Malgaches n'ont pas su ou voulu exploiter le marché des pays membres. « *Lorsque l'on n'exploite pas le marché, ce sont les autres qui l'exploitent et c'est pour cela que le marché intérieur est rempli de produits en provenance d'Egypte, d'Afrique du Sud, du Kenya et de la Tanzanie* » explique un responsable de l'ITBM. Le ministre des affaires étrangères a soulevé la question de la sous-représentation de Madagascar au niveau du secrétariat général du Comesa. Compte tenu de la crise traversée par le pays, il a demandé le rééchelonnement du paiement de ses arriérés de contributions.

<sup>8</sup> C'est en décembre 2008, bien avant l'éclatement de la crise de 2009, que le FMI avait décidé de suspendre le programme Fonds pour la réduction de la pauvreté et de croissance (FRPC) à Madagascar. C'était à la suite d'une mission d'inspection qui avait, à l'époque, réclamé au gouvernement malgache des éclaircissements sur l'achat de l'avion présidentiel ainsi que sur la détaxation accordée à une cargaison d'huile de Tiko. Des aides internationales dont, entre autres, les aides budgétaires avaient alors été suspendues à la suite de cette décision.

**15/02 - « L'ingérence des étrangers » dans les affaires politiques nationales est dénoncée par certains leaders politiques qui font fi de la dépendance de la Grande île aux aides internationales.** Les négociations qui vont s'ouvrir avec les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales en vue de la reprise des aides seront assurément assorties de conditionnalités. Si les partenaires traditionnels imposent leurs exigences, c'est parce qu'ils disposent d'arguments de poids, rappelle *L'Express*. L'OCDE vient de publier ses derniers chiffres sur l'aide publique au développement. Selon l'Organisation, Madagascar a pu bénéficier en 2012 de plus de 188 millions de dollars d'aides financières de la part des donateurs multilatéraux, alors que le pays se trouvait sous le régime des sanctions internationales. En 2008, sous la présidence Ravalomanana, le montant de l'aide avait atteint 564 millions de dollars. La Banque mondiale et l'UE sont les deux principaux bailleurs de fonds. En 2012, ils ont respectivement débloqué 47 et 32 millions de dollars contre 216 et 141 millions en 2008. Concernant les donateurs bilatéraux, la France et les États-Unis sont les pays qui ont dépensé le plus. En 2012, l'Hexagone a débloqué 73 millions de dollars, les USA 52 millions. En 2008, ils avaient respectivement alloué 88 et 84 millions de dollars. Le troisième bailleur bilatéral, l'Allemagne, arrive loin derrière, avec 15 millions de dollars en 2012. En tout, en 2012, les donateurs multilatéraux (BAD, PNUD, FIDA, FMI...) et bilatéraux ont octroyé 370 millions de dollars. Le nouveau régime ne pourra donc s'affranchir rapidement de cette manne mais il devrait tenter de diversifier ses sources de financement, afin de se libérer des exigences des pays occidentaux et des institutions financières internationales, recommandent certains économistes. Un rapprochement des pays émergents, moins sourcilieux en termes de conditionnalités, serait à privilégier mais un tel changement de cap ne devrait être engagé qu'avec précaution. Marc Ravalomanana a tenté de tourner le dos à la France, sans succès. Pire encore, selon nombre d'observateurs, sa politique de prise de distance a pu contribuer à précipiter sa chute...

**18/02 - La Grande île signera bientôt un nouveau cycle de financement avec la BAD.** Il s'agit du 13<sup>ème</sup> Fonds africain de développement (FAD) qui devrait s'étaler sur trois ans, de 2014 à 2016. Outre cet instrument financier classique de ce bailleur de fonds, le pays devrait également bénéficier d'une ressource additionnelle en tant qu'« *État fragile* », à la suite de ces cinq années de crise politique. Son montant pourrait avoisiner le double, voire le triple du FAD. Beaucoup des projets en cours dans le cadre du 12<sup>ème</sup> FAD sont concentrés dans l'ex-province de Toliara. Des projets qui sont basés sur deux axes majeurs : la sécurité alimentaire et le désenclavement.

**20/02 - Aide au développement : « Il faut rendre des comptes à la population », déclare le ministre de l'Économie et de l'industrie, Pierrrot Botozaza :** « *il est primordial que la population connaisse le montant des aides venant des partenaires techniques et financiers (PTF) et à quelles fins celles-ci ont été dépensées. Le problème à Madagascar c'est que, généralement, il n'y a pas d'obligation de compte rendu par rapport aux décaissements. Il faut que cela change car la population est en droit de savoir comment l'argent a été dépensé. Il faut lui rendre des comptes* ». Le ministre ajoute que « *Depuis toujours, l'économie de la Grande île dépend à 70% des aides extérieures. Avec la crise, ces dernières ont connu une baisse conséquente. Aujourd'hui, il est temps d'adopter de nouvelles stratégies pour aller de l'avant. Ce qui nous semble prioritaire, actuellement, c'est de créer de nouveaux emplois. Et ce, en passant par le soutien à l'industrie. L'éducation ne doit pas non plus être laissée de côté* ». D'après le rapport de coopération pour le développement 2012, « *Bien qu'il y ait eu un rebond de près de 15% entre 2009 et 2010, l'aide reçue des PTF habituels tend de nouveau à baisser [- 9,8% par rapport à 2011]. Les décaissements effectués en 2012 ont été de 387,8 millions de dollars, loin de leur niveau de 2009, et représentent à peine plus de la moitié de l'aide perçue en 2007* ». La Grande île se retrouve aux côtés du Bangladesh et du Malawi dans le classement des pays dits « *orphelins de l'aide* ». Le montant de l'aide par habitant n'a été que de 20 dollars en 2011 contre une moyenne de 54 dollars pour le continent africain. Les aides perçues par Madagascar ont été principalement destinées aux populations vulnérables et gérées en dehors du système étatique, pour des raisons tenant à la situation politique. Les secteurs tels que l'agriculture et les infrastructures ont été mis de côté. Un peu moins de 26,4 millions de dollars en moyenne par an ont été fournis et gérés directement par les ONG internationales et les coopérations décentralisées (françaises). A une année de l'échéance des OMD, force est de constater qu'aucun des huit points énoncés ne seront atteints. Toutefois, le PNUD affirme qu'il continuera ses aides au développement en 2014.

## ► Divers

**01/02 - La guerre contre l'invasion acridienne est encore loin d'être gagnée.** Trois hélicoptères et un avion léger seront utilisés cette année pour renforcer les opérations aériennes de prospection et de lutte contre les criquets. Les habitants des régions Melaky et Menabe ont lancé un appel de détresse et réclamé des renforts. L'insécurité alimentaire menace. Selon un rapport conjoint du PAM et la FAO, la mauvaise campagne agricole qui a provoqué un déficit de 240.000 tonnes de riz usinés pour la campagne 2013-2014, est due à une combinaison de plusieurs facteurs, notamment l'invasion acridienne et les conditions météorologiques. Selon l'observatoire du riz, une baisse de 20% de la production de riz a été constatée pour

l'année écoulée. Selon le ministère du commerce, une hausse de 50% des importations de riz par le privé a été constatée en 2013 par rapport à l'année précédente.

**03/02 - Les paramètres techniques laissent présager une poursuite de la dépréciation de l'Ariary face au dollar et à l'euro.** Après avoir dépassé pour la première fois le seuil de 3.000 Ariary pour un euro en septembre, la monnaie nationale a atteint un taux record de 3.109. « *Tant que le taux d'inflation à Madagascar restera élevé par rapport à celui de l'Europe, cette dépréciation se poursuivra* », explique un spécialiste. Les analyses évoquent la possibilité d'arriver à un taux de change de 4.000 Ariary pour un euro. D'une manière générale, l'envolée du cours de change n'est pas sans lien avec la perspective d'une reprise des discussions avec le FMI, l'institution risquant de réclamer un ajustement monétaire afin que le cours de l'Ariary reflète réellement l'état actuel de l'économie. Au mieux, Madagascar devra tenter d'échelonner les ajustements pour amortir ses impacts sociaux sur la population.

L'Express relève un paradoxe en quatre ans de crise sans aides extérieures et avec une baisse des recettes de l'État, le ministre des finances et du budget, Hery Rajaonarimampianina, a pu empêcher l'Ariary de couler, alors que le président Rajaonarimampianina commence son mandat par une dépréciation rapide et certainement durable de l'Ariary. Désormais, les institutions internationales vont exiger que Madagascar affronte les réalités vraies. Une démarche classique, exactement comme il y a quarante ans, lorsque Didier Ratsiraka a dû « *s'agenouiller* » devant le FMI et la Banque mondiale après l'échec cuisant de son aventure socialiste qui avait marqué le début de l'appauvrissement de la population. Les bailleurs de fonds vont scruter l'origine des fonds utilisés pendant la Transition et vont demander des comptes. On peut redouter les effets de ce retour des conditionnalités sur le pouvoir d'achat de la population. Une crise sociale menace.

**La sécurité du territoire maritime, l'une des priorités du nouveau président sera difficile à réaliser.** La sécurisation des 5.000 km de côtes nécessiterait un renforcement de la marine nationale, tant en hommes qu'en matériels. À en croire le contre-amiral Lucien Rakotoarisoa, commandant des forces navales, « *l'espace maritime malgache, composé de la mer territoriale et de la zone économique exclusive fait presque la superficie de la Grande île* ». L'officier affirme qu'une mise à jour des forces navales « *nécessite une volonté politique* ». La première étape en vue de leur renforcement est « *l'achat de navires et de matériels, qui répondront aux besoins et aux objectifs* ». Les enjeux économiques sont considérables. L'absence de contrôle actuelle favorise les pêches industrielles illégales et le pillage des ressources halieutiques nationales. La situation rend également possible les exportations illicites de bois précieux.

**15/02 - Sécurisation du domaine maritime dans la zone du Sud-Ouest de l'Océan indien : une quarantaine d'infractions constatées** pour 400 navires inspectés en mer au cours d'une mission de 1.200 jours conduite par la commission de surveillance de la pêche de la COI. Huit arraisonnements de bateaux ont eu lieu dont quatre à Madagascar, trois à Maurice et un aux Seychelles. Les cargaisons des bateaux arraisonnés sont mises en vente et le produit revient à l'État. Il s'agit principalement de navires asiatiques ou sri-lankais. Les infractions concernent notamment l'absence d'autorisation de pêche, de déclaration de capture ou la pêche illégale de requins. Dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pêche illégale en Indianocéanie, la COI et Madagascar ont signé un accord régional pour les échanges de données satellitaires sur les activités de pêche dans le Sud-Ouest de l'Océan indien. Le projet a pris naissance il y a trois ans, avec l'appui financier de l'UE.

**22/02 - L'Océan indien occidental est d'une importance stratégique mondiale du point de vue géopolitique et sécuritaire.** D'après la COI, la zone qui couvre des États insulaires comme Madagascar, les Seychelles et les Comores ainsi que des pays côtiers tels que Djibouti, l'Erythrée, le Kenya, la Somalie et la Tanzanie, « *est d'une importance stratégique mondiale du point de vue géopolitique et sécuritaire, compte tenu de l'importance croissante du commerce maritime et de sa vulnérabilité aux actes de piraterie* ».

**03/02 - Insécurité : une baisse notable du nombre de touristes en 2013. Le tourisme malgache poursuit sa chute libre.** Malgré les initiatives de relance dans le secteur tourisme, celui-ci continue de vivre mal les annulations en série survenues au lendemain du triple lynchage de ressortissants français à Nosy-Be. A cela s'ajoutent les attaques récurrentes contre des touristes dans les parcs nationaux. Les dernières estimations révèlent que les arrivées touristiques de 2013 ont reculé de 22% par rapport à 2012, année où la Grande île avait enregistré plus de 275.000 arrivées. Contre toute attente, les investissements dans le secteur ne faiblissent pas malgré la crise politique locale et le marasme économique mondial. L'office national du tourisme ambitionne d'atteindre 400.000 arrivées dans les 18 mois. Au cours de ces 10 dernières années, l'année 2008 a été celle où Madagascar a enregistré le plus grand nombre de touristes avec 375.000 arrivées.

**07/02 - L'insécurité persiste dans les zones touristiques, y compris dans les parcs nationaux.** « *Le recours à un guide officiel n'est plus une garantie absolue de sécurité. Aucune destination touristique ne peut être considérée comme étant a priori épargnée par le risque d'agression* », met en garde le site de

l'ambassade de France. « *En raison d'attaques récentes et répétées, parfois d'une extrême violence, l'île de Nosy Be est classée zone orange* », précise-t-il. Anakao (Sud-Ouest) serait également concerné par ce classement en zone orange. Le tourisme malgache reste gravement menacé. Certains opérateurs pensent que les mesures préventives qui ont été prises ne sont pas à la hauteur de la gravité de la situation.

**02/02 - Agro-industrie : une menace pour l'agriculture familiale.** Le Collectif Tany (Défense des terres malgaches) met en garde les pouvoirs publics contre l'afflux d'investisseurs étrangers qui pratiquent le plus souvent une monoculture destinée à l'exportation, au détriment de l'agriculture familiale et de l'environnement<sup>9</sup>. Les projets d'agro-industrie provoquent souvent l'expulsion des paysans de leurs terres, avec ou sans compensation. Ces projets proposent des emplois très souvent précaires, la plupart du temps saisonniers ou journaliers, aggravant ainsi le chômage dans les zones rurales et l'exode vers les villes. Le Collectif entend continuer à revendiquer que les droits des paysans sur leurs terres soient reconnus. Les terres sont devenues une valeur inestimable à l'époque actuelle et pour l'avenir. « *Gardons-les jalousement et ne les bradons pas, car il s'agit d'un capital à valoriser et non pas à céder* », ajoute-t-il. Il est important de profiter de la mobilisation mondiale en faveur de l'agriculture familiale et de la mise en place d'une nouvelle équipe au pouvoir à Madagascar pour replacer les paysans au cœur des politiques de développement.

**05/02 - Les biens dilapidés du groupe Tiko évoqués en conseil de gouvernement par le ministre du commerce, issu de la mouvance Ravalomanana.** Il constate des « *situations de dépouillements graves pour lesquelles les autorités ont à prendre des mesures d'urgence* ». « *Si le nouveau président entend promouvoir le retour à l'Etat de droit, la protection des biens de Tiko pourrait être un test pour lui* », écrit *La Gazette*. Mais le quotidien ajoute que si le gouvernement répond à la demande de Tiko, il devra en faire autant pour les autres victimes du « *lundi noir* » du 26 janvier 2009. L'ex-Transition s'était engagée à procéder à des dédommagements, qui n'ont jamais été réalisés.

**13/02 - Hery Rajaonarimampianina pour la préservation du patrimoine du groupe Tiko.** Face aux actes de vandalisme que subissent les usines du groupe, le président de la République a donné l'ordre de renforcer le gardiennage des entités Tiko installés dans l'enceinte du port de Toamasina jusqu'à ce que leur sort judiciaire soit solutionné. De même, l'Etat, qui détient 60% du capital de l'entité de Vohidiala, va assurer la sécurité de la structure. Quant à l'usine à Sambaina, Hery Rajaonarimampianina a fait savoir qu'il appartient à son propriétaire de prendre les dispositions qui s'imposent pour son gardiennage, les forces de l'ordre ne devant œuvrer qu'à titre de renfort.

*La Gazette* s'interroge : Pourquoi l'ancien chef de l'Etat bénéficierait-il d'un traitement de faveur alors que des millions d'habitants, victimes d'agressions quotidiennes en tous genres, n'ont droit qu'à une protection minimale, pour ne pas dire inexistante ? Pourquoi privilégier Marc Ravalomanana dont les biens ont été mal acquis ? La reconquête sécuritaire doit s'adresser à tous les individus sur tout le territoire, sans distinction, estime le quotidien. Cette attention portée au propriétaire du groupe Tiko ne serait pas dénuée d'arrière-pensée : elle aurait pour objectif de marquer davantage la distance du nouveau pouvoir vis-à-vis du président de la Transition. Marc Ravalomanana serait-il le bouclier utilisé par Hery Rajaonarimampianina pour se protéger des flèches d'Andry Rajoelina ?

**07/02 - Deux envoyés spéciaux de la firme française Veolia Environnement ont assisté à l'investiture de Hery Rajaonarimampianina, révèle La LOI.** Le premier, Laurent Obadia, est depuis 2011, conseiller auprès d'Antoine Frérot (PDG), et depuis avril 2013, directeur de la communication de Veolia. Il était accompagné, par Patrick Couzinet, directeur commercial de la firme, qui a supervisé la construction d'une usine de traitement d'eau pour le projet minier d'Ambatovy. Les deux hommes ont été vus en compagnie du Français Philippe Leclerc et de sa compagne, belle-fille de l'ancien ministre français de la justice, Jacques Toubon. Ancien conseiller d'Andry Rajoelina, Philippe Leclerc avait en France une société d'ingénierie financière Orizon Finance, mise en liquidation en octobre 2012. Fin 2013, il a fait le tour des entreprises françaises pour essayer de trouver des fonds pour la campagne d'Hery Rajaonarimampianina. Leclerc et Deniau étaient les invités du nouveau couple présidentiel à cette investiture, à laquelle assistait une autre connaissance d'Obadia, l'ancien juge anti-terroriste élu en juin 2012 député des Français de l'étranger, Alain Marsaud. Obadia et Marsaud sont proches du premier ministre mauricien Navin Ramgoolam. Quelques années plus tard, Obadia est devenu son conseiller économique puis a travaillé un temps à l'ambassade de Maurice à Paris.

**Parmi les invités à l'investiture de Hery Rajaonarimampianina figurait également le Franco-Malgache Bernard Ramanantsoa, directeur général du groupe HEC Paris** et neveu du général Gabriel Ramanantsoa, président de la République entre 1972 et 1975. Bernard Ramanantsoa était l'invité personnel de Solofo Rasoarahona, SG de la présidence à titre provisoire. Rasoarahona est l'associé du chef de l'Etat depuis 1995 au sein du cabinet d'expertise-comptable Auditeurs & associés CGA. Il est aussi le délégué général de

<sup>9</sup> Cf. Blog Justmad - <http://p1.storage.canalblog.com/12/77/448497/93481646.pdf>

la filiale du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) à Madagascar, dont la maison mère à Paris est dirigée par son beau-frère, le Français Pascal Chaigneau.

**Claude Guéant, ancien secrétaire général de l'Élysée sous l'ère Sarkozy, s'intéresse à Madagascar,** révèle *la LOI*. Il dirige aujourd'hui un cabinet d'avocats parisien avec son fils. Il travaillait jusqu'ici uniquement sur des dossiers de l'Afrique de l'Ouest mais il utilise aussi son carnet d'adresses en Libye et commence à s'intéresser à Madagascar, à la faveur des récentes élections. Le jour de l'investiture de Hery Rajaonari-mampianina, Claude Guéant a appelé ce dernier pour le féliciter. Il a téléphoné également à Andry Rajoelina. Il avait obtenu le contact direct de ces deux personnalités grâce au consultant Jean-Philippe Karouby qui travaille sur certains dossiers à Maurice et à Madagascar. Karouby se trouvait à Antananarivo, invité à l'investiture du nouveau président qu'il connaît depuis plusieurs années.

**28/02 - Madagascar intéresse à nouveau les investisseurs étrangers.** Les cinq années de crise politique leur ont imposé de patienter. La sortie de crise qui se profile provoque un regain d'intérêt. De nombreuses missions de prospection sont annoncées pour les semaines et les mois à venir, particulièrement dans l'énergie, les mines, l'agroalimentaire et le commerce. Les compagnies aériennes ont noté une hausse significative du taux de remplissage de leur classe affaires. En attendant une stabilité effective et un possible remplacement des responsables ministériels, la plupart de ces missions restent assez discrètes, préférant d'abord nouer des contacts avec le secteur privé.

**Crise de matières premières. Les ressources artisanales de qualité se font de plus en plus rares sur le marché local.** Leur exportation en brut vers les pays étrangers, notamment la Chine, constitue la principale cause de cette situation. Les artisans malgaches n'ont plus accès qu'à des produits de mauvaise qualité et les prix flambent, comme pour le raphia, le cuir et la corne. Les collecteurs chinois opèrent un approvisionnement en gros et à un prix élevé par rapport aux collecteurs locaux qui s'approvisionnent au détail et paient à crédit. Selon l'Instat, la valeur des exportations de matières premières artisanales vers la Chine n'a cessé d'augmenter ces sept dernières années. Elle a atteint 118 milliards Ar en 2011 contre 50,4 milliards en 2007. Le secteur de l'artisanat représentait 15% PIB en 2013.

---

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune.com, Newsmada (Les Nouvelles, Le Courrier, JdM, Reflet), La Gazette de la Grande Ile, La Nation, Le Daily, La Vérité, Madagascar Matin, Matv, Matera (agence de presse Madagascar), Sobika, Orange.mg, Tananews, Madonline, Madagate, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, APOI, Reuters, Xinhua, Slate Afrique, Afriqueinfos, Indian-ocean-times.

Taux de change au 28/02/14, 1 euro = 3185 Ariary (cours pondéré)